

Art. 4. Dans l'article 23, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 28 juin 2024, les mots « 400 kg » sont remplacés par les mots « 550 kg » au deuxième alinéa.

Art. 5. Dans l'article 25, § 11, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au premier alinéa, les mots « 30 kg » sont remplacés par les mots « 15 kg » ;

2° au deuxième alinéa les mots « 60 kg » sont remplacés par les mots « 30 kg ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2024.

Bruxelles, 28 août 2024.

La ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille

H. CREVITS

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/007991]

16 MAI 2024. — Décret relatif au soutien à la diffusion des productions artistiques en Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE premier. — Définitions et principes généraux

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent décret a pour objet la politique de soutien :

1° à la diffusion en Communauté française des productions artistiques des arts de la scène et des arts plastiques, professionnelles et amateurs, dans un cadre tout public ou dans un cadre scolaire ;

2° aux diffuseurs se rattachant aux politiques menées par la Communauté française dans les matières visées à l'article 4, 1°, 3° à 5°, 7°, 8°, 10° et 13°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

3° aux rencontres organisées entre le public scolaire et des artistes relevant des politiques menées par la Communauté française dans les matières visées à l'article 4, 1° et 3°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

§ 2. Le présent décret a pour objectifs de :

1° renforcer l'accès des populations de la Communauté française aux productions artistiques sur les plans financier, géographique, physique ou symbolique, dans une perspective de démocratisation culturelle ;

2° favoriser la rencontre entre les artistes, les œuvres et les publics, dans une optique de participation culturelle ;

3° renforcer la visibilité des productions artistiques de la Communauté française, dans une optique de découverte et de mise en valeur des créateurs et des œuvres, en portant une attention aux formes d'expression les plus diverses ;

4° contribuer à une juste rémunération des artistes, créateurs et techniciens ;

5° renforcer la durabilité des pratiques de diffusion, et en particulier des modalités de circulation des œuvres sur le territoire ;

6° soutenir les diffuseurs dans leur rôle de médiation entre les publics et les artistes ;

7° garantir la liberté de programmation dans une optique de diversité culturelle.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° label de diffusion : reconnaissance spécifique accordée en vertu du présent décret à un diffuseur, une production artistique ou un artiste, distincte de l'éventuelle reconnaissance sectorielle dont dispose l'opérateur concerné ;

2° production artistique : une œuvre relevant des domaines artistiques suivants :

a) les arts de la scène, tels que définis à l'article 1^{er}, 1°, du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène ;

b) les arts plastiques, tels que définis à l'article 1^{er}, 1°, du décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques ;

3° « Diffusion » : la circulation des productions artistiques en Communauté française. Elle met en présence des productions artistiques et des populations dans une perspective de développement de l'exercice des droits et libertés culturels ;

4° « Diffuseur » : une personne morale qui inscrit des représentations ou des monstrations dans sa programmation artistique et culturelle, et qui est en capacité technique d'accueillir des productions artistiques en Communauté française ;

5° opérateur structurellement soutenu : personne morale structurellement soutenue par la Communauté française dans le cadre des politiques menées dans les matières visées à l'article 4, 1°, 3° à 5°, 7°, 8°, 10° et 13°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, que ce soit par le biais d'une convention pluriannuelle de subventionnement ou d'une reconnaissance ou d'un agrément donnant droit à une subvention annuelle ;

6° « Représentation » : un moment de diffusion d'une production des arts de la scène, où œuvres et populations se rencontrent en un même lieu et en une même temporalité, organisé en Communauté française en dehors du lieu de création ou du lieu habituellement occupé par le producteur, le coproducteur ou le porteur du projet artistique ;

7° « Monstration » : un moment de diffusion d'une production des arts plastiques, où œuvres et populations se rencontrent en un même lieu et en une même temporalité, organisé en Communauté française en dehors du lieu de création ou du lieu habituellement occupé par le producteur, le coproducteur ou le porteur du projet artistique ;

8° « En Communauté française » : en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

9° « Public scolaire » : public, constitué d'élèves inscrits dans l'enseignement fondamental ou secondaire, qui participe à un moment de diffusion dans un cadre scolaire, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'école ;

10° activité artistique professionnelle : toute prestation artistique rémunérée conformément aux barèmes ou usages en vigueur dans le domaine concerné ;

11° pratique artistique en amateur : toute forme d'art ou d'expression symbolique qui offre à toute personne la possibilité de s'exprimer par l'exercice et la découverte de disciplines artistiques voire de développer sa créativité dans un but non professionnel ;

12° « Diversité culturelle » : la multiplicité des formes par lesquelles les cultures des individus, des groupes et des sociétés trouvent leur expression, se manifestant au travers des divers modes de création artistique, de production, de diffusion, de distribution et de jouissance des expressions culturelles ;

13° « Interculturalité » : les processus dynamiques et interactifs (échanges, mélanges) entre groupes ou individus porteurs de cultures différentes ou multiples. Il s'agit de processus dont la finalité est l'intercompréhension et la construction d'un monde commun ;

14° « Libertés et droits culturels » : les libertés et droits culturels consacrés notamment par l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 15 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les articles 13, 22 et 25 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, de l'article 31 de la Convention de New York relative aux droits de l'enfant, l'article 23 de la Constitution et la Déclaration de Fribourg sur les droits culturels, adoptée le 7 mai 2007 ;

15° « Durabilité » : caractère pérenne et soutenable d'un projet sur les plans artistique, économique, social et environnemental ;

16° « Auto-évaluation » : bilan critique, conçu et concerté par l'opérateur culturel en interne, visant à faire apparaître l'adéquation entre les objectifs poursuivis, les moyens mis en œuvre et les impacts obtenus ;

17° Commission du travail des arts : la commission instituée par l'arrêté royal du 13 mars 2023 relatif au fonctionnement de la Commission du travail des arts, aux critères et à la procédure de reconnaissance des fédérations des arts et à l'amélioration de la protection sociale des travailleurs des arts ;

18° Commission sectorielle : les commissions d'avis au sens de l'article 1, 4° du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

19° Chambre de recours : la Chambre de recours visée aux articles 88 à 91 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

20° référents culturels : les référents culturels visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement ;

21° référent scolaire : opérateur culturel ou un groupement d'opérateurs culturels désigné comme référent scolaire en application des articles 1.4.5-16 à 1.4.5-19 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Art. 3. En vue de l'application du présent décret, le Gouvernement prévoit un budget annuel minimal de 2.891.000 euros pour financer les mécanismes de soutien à la diffusion.

Le Gouvernement consacre au moins 1.150.000 euros de ce budget aux mécanismes de soutien à la diffusion en milieu scolaire, au moins 1.350.000 euros aux mécanismes de soutien à la diffusion dans un cadre tout public, et au moins 391.000 euros pour les vitrines.

Le budget mentionné à l'alinéa 1^{er} est indexé au 1^{er} janvier de chaque année en suivant l'évolution de l'indice santé. Le Gouvernement précise la formule d'indexation applicable.

CHAPITRE II. — *Les labels de diffusion*

Section 1^{re} — Généralités

Art. 4. Pour l'application du présent décret, le Gouvernement attribue un label de diffusion aux diffuseurs, aux productions artistiques et aux artistes qui contribuent aux objectifs visés à l'article 1^{er} et répondent aux exigences de qualité définies par ou en vertu du présent décret.

Ce label est distinct de l'éventuelle reconnaissance sectorielle dont dispose l'opérateur concerné.

Il ne confère pas à son bénéficiaire de droit subjectif à l'octroi d'une subvention.

Section 2 — Les diffuseurs labélisés

Art. 5. Pour obtenir le label de diffuseur, l'opérateur doit répondre aux conditions suivantes:

1° être constitué sous la forme :

a) soit, d'une association dotée de la personnalité juridique ou d'une fondation au sens des articles 1:6, § 2, et 1:7 du Code des sociétés et des associations ;

b) soit, d'une personne morale de droit public, à condition de démontrer une activité propre et non concurrente avec celle d'un opérateur culturel préalablement reconnu sur son territoire d'action ;

2° être établi en région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

3° exercer une activité régulière de diffusion contribuant aux objectifs du présent décret depuis au moins deux ans au jour de l'introduction de la demande de label ;

4° répondre aux critères de qualité du secteur ou de la discipline dont relèvent les productions artistiques diffusées, tels que définis par le Gouvernement ;

5° démontrer, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, sa capacité technique à accueillir des productions artistiques;

6° démontrer, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, la viabilité financière de ses activités;

7° respecter l'ensemble des obligations qui lui incombent en application des législations régissant ses activités, et en particulier :

a) la législation fiscale et sociale ;

b) les conventions collectives obligatoires ou ratifiées ;

c) la législation relative aux droits d'auteur et droit voisin ;

8° ne pas se trouver dans une situation d'exclusion visée à l'article 97, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

9° ne pas bénéficier d'une convention ou d'un contrat-programme de plus de 600.000 euros accordé en vertu :

a) du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène ;

b) ou du décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques.

Art. 6. Le label de diffuseur est octroyé à durée indéterminée.

L'opérateur concerné transmet tous les deux ans aux services du Gouvernement un rapport d'auto-évaluation, établi selon le modèle arrêté par le Gouvernement.

Par dérogation, si l'opérateur concerné est déjà tenu de remettre un rapport annuel d'activité en vertu de législation sectorielle dont il relève, ce rapport mentionne ses activités de diffusion et tient lieu de rapport d'auto-évaluation au sens du présent article.

Si l'opérateur concerné cesse de remplir les conditions de labélisation, le label peut lui être retiré selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 7. § 1^{er}. Pour obtenir le label, l'opérateur introduit un dossier de demande selon les modalités fixées par le Gouvernement. Des modalités spécifiques peuvent être prévues par secteur ou par discipline.

Le dossier comprend :

1° une copie des statuts ;

2° les bilan et comptes des deux années qui précèdent la demande ;

3° une présentation des activités de diffusion réalisées au cours des deux années qui précèdent la demande, incluant les moyens envisagés pour valoriser les artistes et créateurs de la Communauté française, et pour contribuer à une représentation diversifiée des femmes et des hommes, dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité ;

4° une fiche technique permettant d'apprécier la capacité de l'opérateur à accueillir des productions artistiques ; le diffuseur peut actualiser cette fiche technique à tout moment, moyennant notification aux Services du Gouvernement ;

5° une présentation de l'ancrage territorial, sectoriel et partenarial ;

6° une présentation de la stratégie de diffusion et la manière dont elle concourt à la démocratisation de la culture et vise à capter et fidéliser les publics, en particulier les publics éloignés des pratiques culturelles ;

7° le type de productions artistiques que l'opérateur entend diffuser à titre principal ;

8° la politique tarifaire en vigueur.

§ 2. Les dossiers recevables sont transmis pour avis à la commission sectorielle dont relève l'opérateur concerné.

Dans l'hypothèse où l'opérateur demandeur ne relève de la compétence d'aucune commission sectorielle, la demande est instruite par un jury transversal dont le fonctionnement est arrêté par le Gouvernement et qui est composé de :

1° deux représentants de la Commission des Arts vivants ;

2° deux représentants de la Commission des Musiques ;

3° deux représentants de la Commission des Arts plastiques ;

4° deux représentants de la Commission des Patrimoines culturels ;

5° deux représentants de la Commission de l'Action culturelle territoriale ;

6° un représentant de chaque province ;

7° un représentant de la Commission communautaire française.

Par dérogation à l'article 3 du décret du 3 avril 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs, le jury transversal ne peut comprendre plus de la moitié de membres du même sexe ; en cas de nombre impair, le jury peut comprendre un membre de plus de l'autre sexe.

Les autres dispositions du décret du 3 avril 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs restent d'application.

§ 3. Le jury transversal établi, avec l'appui des services du Gouvernement, un règlement d'ordre intérieur dans le respect des principes minimaux suivants :

1° le jury ne délibère valablement que si au moins la moitié des membres sont présents, sauf si le règlement d'ordre intérieur prévoit des conditions de quorum plus strictes ;

2° les avis sont rendus à la majorité simple ; le règlement d'ordre intérieur précise comment départager les égalités.

Ce règlement, et toute modification ultérieure, sont obligatoires à compter de son approbation par le Gouvernement.

Le Gouvernement se prononce dans les trente jours de sa saisine. À défaut de décision notifiée dans ce délai, le règlement ou ses modifications sont réputés approuvés.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, les opérateurs suivants obtiennent automatiquement le label de diffuseur et le conservent aussi longtemps qu'ils sont structurellement soutenus en vertu de leur législation sectorielle :

1° les centres culturels reconnus en vertu du décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres culturels ;

2° les opérateurs disposant d'un contrat de diffusion en vertu du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène ;

3° les centres d'art bénéficiant d'une convention ou d'un contrat-programme de 150.000 euros et moins en vertu du décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques ;

4° les musées reconnus en vertu du décret du 25 avril 2019 relatif au secteur muséal ;

5° les bibliothèques reconnues en vertu du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture et à l'organisation du réseau de la lecture publique ;

6° les fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité et les fédérations de pratiques artistiques en amateur, reconnues en vertu du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité.

Afin d'obtenir le label en application du présent paragraphe, l'opérateur communique aux services du Gouvernement les informations suivantes :

1° une fiche technique permettant d'apprécier la capacité de l'opérateur à accueillir des productions artistiques de manière qualitative ; le diffuseur peut actualiser cette fiche technique à tout moment, moyennant notification aux Services du Gouvernement ;

2° le type de productions artistiques que l'opérateur entend diffuser à titre principal ;

3° la politique tarifaire en vigueur.

La labélisation automatique du diffuseur cesse dès que celui-ci perd sa reconnaissance dans l'un des dispositifs précités.

Art. 8. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête la procédure d'octroi du label de diffuseur, dans le respect des principes fixés par la présente section.

Des modalités spécifiques peuvent être prévues par secteur ou par discipline.

§ 2. En cas de refus, le demandeur peut exercer un recours administratif interne dont les modalités sont arrêtées par le Gouvernement, dans le respect des principes suivants :

1° la requête, qui n'est pas suspensive, est adressée par voie électronique à l'Administration, dans les soixante jours de la notification de la décision ; ce délai est prescrit à peine d'irrecevabilité ;

2° la requête contient les arguments sur lesquels l'opérateur se fonde pour contester la décision et précise si l'opérateur souhaite être entendu par la Chambre de recours ou accéder au dossier administratif ;

3° l'Administration adresse un accusé de réception à l'opérateur, dans un délai de quinze jours, confirmant la transmission de la requête et du dossier administratif à la Chambre de recours ainsi qu'à la commission sectorielle ou au jury transversal ayant rendu l'avis sur lequel porte la décision attaquée ;

4° la Chambre de recours rend son avis motivé dans les quarante-cinq jours de la réception du dossier complet, après avoir entendu le requérant l'ayant sollicité et un délégué de la commission sectorielle ou du jury transversal ayant rendu l'avis initial sur lequel porte la décision contestée ; la moitié au moins de ce délai doit se situer en dehors des périodes de vacances scolaires ; si le dernier jour du délai tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvré qui suit ;

5° si l'avis de la Chambre recommande de réformer la décision initiale, le dossier est renvoyé sans délai par l'Administration devant la commission sectorielle ou le jury transversal qui rend son avis motivé dans un délai de quarante-cinq jours à dater de l'avis de la Chambre de recours ; les modalités de suspension et de report du délai prévues au point 4° sont applicables ;

6° le Gouvernement ou son délégué est tenu de statuer sur la requête ; la décision est rendue dans un délai de quinze jours à compter de l'échéance du délai visé au 4° ou au 5°, selon que la Chambre recommande ou non de réformer la décision initiale ;

7° l'avis de la Chambre de recours et, le cas échéant, celui de la commission sectorielle ou du jury transversal sont joints à la décision qui se prononce sur le recours.

Si le recours est rejeté ou s'il n'est pas exercé, l'opérateur concerné ne peut introduire une nouvelle demande de label qu'à l'issue d'une période d'attente d'un an.

Art. 9. Les Services du Gouvernement établissent un cadastre des diffuseurs labélisés.

Ce cadastre est disponible en ligne et reprend a minima les informations suivantes :

1° les coordonnées de l'opérateur ;

2° l'équipement technique dont il dispose éventuellement ;

3° la composition et les coordonnées de l'équipe dédiée à la diffusion ;

4° la jauge de la salle ou la capacité d'accueil du public ;

5° le type de programmation.

Section 3 — Les productions artistiques labélisées

Art. 10. Les productions artistiques peuvent se voir octroyer trois types de label de diffusion :

1° le label « production professionnelle tout public » ;

2° le label « production professionnelle public scolaire » ;

3° le label « production artistique amateur ».

Art. 11. § 1^{er}. Pour obtenir un label de diffusion, une production artistique doit répondre :

1° aux conditions générales prévues par le présent article ;

2° aux conditions particulières propres au label concerné, telles que prévues aux chapitres III, IV et V ;

3° aux critères de qualité de son secteur ou de sa discipline, tels que définis par le Gouvernement.

L'octroi du label « production professionnelle public scolaire » entraîne automatiquement celui du label « production professionnelle tout public ».

§ 2. Les conditions générales sont les suivantes :

1° le producteur de l'œuvre doit être domicilié ou établi en région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ; dans l'hypothèse où l'œuvre est coproduite par plusieurs personnes physiques sans intervention d'une personne morale, la majorité d'entre elles doivent être domiciliées ou établies en région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

2° le producteur de l'œuvre doit respecter l'ensemble des obligations qui lui incombent en application des législations régissant ses activités, et en particulier :

- a) la législation fiscale et sociale ;
- b) les conventions collectives obligatoires ou ratifiées ;
- c) la législation relative aux droits d'auteur et droit voisin ;

3° le producteur de l'œuvre ne peut pas se trouver dans une situation d'exclusion visée à l'article 97, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle.

Art. 12. Les productions artistiques sont labélisées pour une période de cinq ans, renouvelable une fois.

Si la production artistique concernée cesse de remplir les conditions de labélisation, le label peut lui être retiré selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 13. Le Gouvernement arrête la procédure d'octroi des labels, dans le respect des principes fixés aux chapitres III, IV et V.

Des modalités spécifiques peuvent être prévues par secteur ou par discipline.

Art. 14. Les Services du Gouvernement recensent l'ensemble des productions artistiques labélisées dans des répertoires accessibles en ligne.

Ces répertoires sont actualisés annuellement.

Section 4. — Les artistes intervenants

Art. 15. Pour bénéficier des interventions prévues pour le dispositif " rencontres artistiques en classe », un artiste doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° exercer des activités artistiques professionnelles sous la forme d'une personne physique ou morale ;
- 2° exercer lesdites activités en région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- 3° répondre aux critères de qualité de son secteur ou de sa discipline, tels que définis par le Gouvernement ;
- 4° ne pas se trouver dans une situation d'exclusion visée à l'article 97, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle.

Art. 16. Les artistes obtiennent le label d'intervenant pour une durée indéterminée.

Si l'artiste concerné cesse de remplir les conditions de labélisation, le label peut lui être retiré selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 17. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête la procédure d'octroi du label d'artiste intervenant.

§ 2. En cas de refus, le demandeur peut exercer un recours administratif interne dont les modalités sont arrêtées par le Gouvernement, dans le respect des principes suivants :

- 1° la requête, qui n'est pas suspensive, est adressée par voie électronique à l'Administration, dans les soixante jours de la notification de la décision ; ce délai est prescrit à peine d'irrecevabilité ;
- 2° la requête contient les arguments sur lesquels l'opérateur se fonde pour contester la décision et précise si l'opérateur souhaite être entendu par la Commission sectorielle compétente ou accéder au dossier administratif ;
- 3° l'Administration adresse un accusé de réception à l'opérateur, dans un délai de quinze jours, confirmant la transmission de la requête et du dossier administratif à la Commission sectorielle compétente ;
- 4° la Commission sectorielle rend son avis motivé dans les quarante-cinq jours de la réception du dossier complet, après avoir entendu le requérant l'ayant sollicité et un délégué des services du Gouvernement ; la moitié au moins de ce délai doit se situer en dehors des périodes de vacances scolaires ; si le dernier jour du délai tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvré qui suit ;
- 5° le Gouvernement ou son délégué est tenu de statuer sur la requête ; la décision est rendue dans un délai de quinze jours à compter de l'échéance du délai visé au 4° ;
- 6° l'avis de la Commission sectorielle compétente est joint à la décision qui se prononce sur le recours.

Si le recours est rejeté ou s'il n'est pas exercé, l'artiste concerné ne peut introduire une nouvelle demande de label qu'à l'issue d'une période d'attente d'un an.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, les artistes disposant d'une attestation de travail des arts délivrée par la commission du travail des arts obtiennent automatiquement le label prévu par la présente section et le conservent aussi longtemps que ladite attestation reste valable.

Art. 18. Les Services du Gouvernement recensent l'ensemble des artistes labélisés dans un répertoire accessible en ligne.

Le répertoire est actualisé annuellement.

CHAPITRE III. — Soutien à la diffusion de productions artistiques professionnelles dans un cadre tout public

Section 1^{re}. — Les productions artistiques labélisées

Art. 19. Pour obtenir le label " production professionnelle tout public », une production artistique doit répondre aux conditions générales prévues à l'article 11, § 2, ainsi qu'aux conditions particulières suivantes :

- 1° le producteur de l'œuvre doit être une personne physique ou morale exerçant, conformément à ses statuts s'il s'agit d'une personne morale, des activités artistiques professionnelles ;
- 2° l'œuvre doit répondre aux critères de qualité de son secteur ou de sa discipline, tels que définis par le Gouvernement ;

3° le producteur doit fournir une fiche technique, établie selon le modèle établi par les services du Gouvernement, ainsi que le matériel spécifique éventuel nécessaire à la diffusion de l'œuvre ; le producteur peut actualiser cette fiche technique à tout moment, moyennant notification aux Services du Gouvernement ;

4° le producteur doit définir un prix de vente fixe par moment de diffusion ou exposition, couvrant l'ensemble des frais inhérents à la prestation artistique ; ce prix de vente peut être indexé annuellement, sans pouvoir dépasser l'évolution de l'indice santé ; les frais de déplacement et de logement ne peuvent représenter plus de 15 % du prix de vente ;

5° l'œuvre doit avoir fait l'objet :

a) soit d'au moins trois représentations effectuées ou contractuellement planifiées au sein d'un opérateur structurellement soutenu ou d'un diffuseur labélisé ;

b) soit d'une monstration effectuée ou contractuellement planifiée d'au moins 6 jours au sein d'un opérateur structurellement soutenu ou d'un diffuseur labélisé.

Art. 20. § 1^{er}. Pour obtenir le label, le producteur de l'œuvre introduit un dossier de demande selon les modalités fixées par le Gouvernement. Des modalités spécifiques peuvent être prévues par secteur ou par discipline.

Le dossier comprend :

1° une copie des statuts pour les personnes morales ;

2° une présentation de l'équipe impliquée dans la production artistique, décrivant :

a) le nombre de personnes impliquées ;

b) la fonction de chaque personne impliquée ;

c) le curriculum vitae de chaque personne impliquée ;

3° la fiche technique de la production artistique ;

4° le prix de vente demandé ; distinguant la part artistique et les frais annexes ;

5° une présentation générale de la production artistique, précisant :

a) les impacts supposés et constatés sur les publics ;

b) le processus de médiation éventuellement prévu et précise si cette médiation est incluse dans le prix de vente ou implique une rétribution complémentaire ;

6° la liste des types de diffuseurs labélisés en capacité (technique, financière et humaine) d'accueillir la production artistique ;

7° l'indication d'une possibilité de visionnement de la production artistique, ou à défaut une captation de bonne qualité de la production artistique.

§ 2. Les productions artistiques recevables sont visionnées par les Services du Gouvernement et les Services publics associés, tantôt in situ, tantôt par le biais d'une captation ou d'une exposition virtuelle.

Le cas échéant, un membre d'une commission d'avis compétente peut être délégué au visionnement de la production artistique.

§ 3. En cas de refus, le demandeur peut exercer un recours administratif interne dont les modalités sont arrêtées par le Gouvernement, dans le respect des principes suivants :

1° la requête, qui n'est pas suspensive, est adressée par voie électronique à l'Administration, dans les soixante jours de la notification de la décision ; ce délai est prescrit à peine d'irrecevabilité ;

2° la requête contient les arguments sur lesquels l'opérateur se fonde pour contester la décision et précise si l'opérateur souhaite être entendu par la Commission sectorielle compétente ou accéder au dossier administratif ;

3° l'Administration adresse un accusé de réception à l'opérateur, dans un délai de quinze jours, confirmant la transmission de la requête et du dossier administratif à la Commission sectorielle compétente ;

4° la Commission sectorielle rend son avis motivé dans les quarante-cinq jours de la réception du dossier complet, après avoir entendu le requérant l'ayant sollicité et un délégué des services du Gouvernement ; la moitié au moins de ce délai doit se situer en dehors des périodes de vacances scolaires ; si le dernier jour du délai tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvré qui suit ;

5° le Gouvernement ou son délégué est tenu de statuer sur la requête ; la décision est rendue dans un délai de quinze jours à compter de l'échéance du délai visé au 4° ;

6° l'avis de la Commission sectorielle compétente est joint à la décision qui se prononce sur le recours.

Si le recours est rejeté ou s'il n'est pas exercé, la production artistique concernée ne peut faire l'objet d'une nouvelle demande de label qu'à l'issue d'une période d'attente d'un an.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, les productions artistiques suivantes obtiennent automatiquement le label " production professionnelle tout public » pour une durée de cinq ans :

1° les productions artistiques subventionnées par la Communauté française dans le cadre d'un dispositif d'aide à la création ou d'aide à la diffusion internationale, à compter de l'octroi de l'aide ;

2° les productions artistiques ayant été sélectionnées dans le cadre d'une vitrine professionnelle visée à l'article 35, alinéa 1^{er}, 1°, à compter de leur sélection ;

3° les productions artistiques produites par une structure de création structurellement soutenue par la Communauté française, à compter de leur première représentation ou monstration, le cas échéant au sein du lieu de création ;

Le label peut être renouvelé une fois, sur demande. Passé ce délai, le producteur doit introduire une demande selon les modalités prévues au paragraphe 1^{er}.

Afin d'obtenir le label en application du présent paragraphe, le producteur communique aux Services du Gouvernement les informations suivantes :

1° la fiche technique de la production artistique ;

2° le prix de vente demandé ; distinguant la part artistique et les frais annexes.

3° Une présentation générale de la production artistique, précisant :

- a) les impacts supposés et constatés sur les publics ;
 - b) le processus de médiation éventuellement prévu, en indiquant si cette médiation est incluse dans le prix de vente ou implique une rétribution complémentaire ;
- 4° la date de première représentation ou monstration de la production artistique, le cas échéant au sein du lieu de création.

Section 2. — Les quotas de diffusion

Art. 21. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer aux diffuseurs labélisés une subvention annuelle complémentaire de maximum 50.000€ en soutien à la diffusion d'un quota annuel de productions artistiques.

Cette subvention complémentaire est accordée aux conditions suivantes :

1° au minimum 80% du quota annuel doit être utilisé pour diffuser des productions artistiques labélisées en vertu du présent décret, en ce compris les productions artistiques disposant du label " production artistique amateur » ;

2° jusqu'à 20% du quota annuel peut être utilisé pour diffuser des productions artistiques non labélisées, mais qui respectent les conditions de l'article 11, § 2 ;

3° au minimum 50% du quota annuel doit être utilisé pour diffuser des productions artistiques ayant bénéficié d'un dispositif d'aide à la création de la Communauté française, ou produites par une structure de création structurellement soutenue par la Communauté française.

Pour pouvoir solliciter un quota en vertu du présent article, un diffuseur labélisé doit avoir préalablement bénéficié, durant trois années consécutives au moins, d'aides à la diffusion octroyées en vertu de l'article 22 à concurrence de minimum 3.000 euros.

§ 2. Le Gouvernement arrête les barèmes d'intervention applicables.

§ 3. La subvention accordée en vertu du présent article n'est pas prise en compte pour déterminer la contribution minimale des collectivités locales associées au sens de l'article 72 du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels.

Les provinces et la Commission communautaire française peuvent néanmoins contribuer au quota annuel, selon des modalités concertées avec la Communauté française. Cette contribution n'est pas prise en compte pour déterminer la contribution minimale des collectivités locales associées au sens de l'article 72 du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels.

Si une province ou la Commission communautaire française décide de contribuer au quota annuel, cette contribution est liquidée annuellement au diffuseur bénéficiaire.

§ 4. Le diffuseur demandeur formule une proposition de quota annuel lors du dépôt de sa demande de reconnaissance, de convention ou de contrat, sur base de programmations antérieures et de ses capacités de programmation.

La demande de quota est évaluée par les services du Gouvernement et la commission d'avis compétente au regard de la population du territoire visé, des capacités d'accueil du public et de la politique de diffusion mise en œuvre.

Si une province ou la Commission communautaire française contribue au quota, elle remet également un avis sur la proposition formulée par le diffuseur demandeur.

Le quota annuel octroyé est inscrit dans la convention ou le contrat conclu avec le diffuseur bénéficiaire.

§ 5. Lorsque les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants pour répondre à l'ensemble des demandes de quota, les priorités sont définies comme suit :

1° la priorité est d'abord donnée au renouvellement des quotas existants, hors demandes d'augmentation ;

2° la priorité est ensuite donnée aux nouveaux quotas et aux augmentations demandés par les centres culturels reconnus en vertu du décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres culturels ;

3° la priorité est ensuite donnée aux nouveaux quotas et aux augmentations demandés par :

a) les opérateurs disposant d'un contrat de diffusion ou d'un contrat-programme de 150.000 euros et moins en vertu du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène ;

b) les centres d'art bénéficiant d'une convention ou d'un contrat-programme de 150.000 euros et moins en vertu du décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques ;

4° les nouveaux quotas et les augmentations par les autres types de diffuseurs labélisés sont traités en dernier lieu.

En cas d'égalité, le Gouvernement procède aux arbitrages en tenant compte des critères suivants :

1° le respect d'un équilibre entre les différents domaines et disciplines soutenus, avec une attention particulière pour les domaines et disciplines peu valorisés ;

2° une couverture adéquate de l'ensemble du territoire et des populations de la Communauté française ;

3° la durabilité du projet, et en particulier la qualité et la pertinence du réseau de collaboration tissé par l'opérateur demandeur ;

4° les moyens envisagés pour valoriser les artistes et créateurs de la Communauté française, et pour contribuer à une représentation diversifiée des femmes et des hommes, dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité.

§ 6. L'intervention de la Communauté française est plafonnée à maximum 50% du prix de vente des productions artistiques diffusées.

Le diffuseur bénéficiaire est tenu de rémunérer la partie du prix de vente non couverte par les subventions accordées en vertu du présent article.

§ 7. La subvention est liquidée annuellement au diffuseur selon les modalités suivantes :

1° une première tranche, représentant 85% du quota annuel, est versée au cours du premier semestre de l'année couverte par la subvention ;

2° le solde est versé après réception, vérification et acceptation des pièces justificatives arrêtées par le Gouvernement.

Section 3 — Les aides à la diffusion

Art. 22. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer aux diffuseurs labélisés ne disposant pas d'un quota de diffusion des subventions ponctuelles en soutien à la diffusion de productions artistiques disposant du label « production professionnelle tout public ».

§ 2. Le Gouvernement arrête les barèmes d'intervention applicables.

§ 3. Les provinces et la Commission communautaire française peuvent contribuer aux aides accordées en vertu du présent article, selon des modalités concertées avec la Communauté française.

Le soutien des provinces et de la Commission communautaire française est précisé annuellement, à titre indicatif, dans le répertoire visé à l'article 14.

§ 4 Les demandes d'intervention des diffuseurs labélisés ne disposant pas d'un quota sont traitées dans l'ordre de leur arrivée, jusqu'à épuisement des crédits.

Par dérogation, les opérateurs disposant d'un quota et ayant épuisé celui-ci, peuvent introduire une demande. La priorité est toutefois donnée aux opérateurs labélisés sans quotas.

§ 5. L'intervention de la Communauté française est plafonnée à maximum 50% du prix de vente des productions artistiques diffusées.

Le diffuseur bénéficiaire est tenu de rémunérer la partie du prix de vente non couverte par les subventions accordées en vertu du présent article.

§ 6. La subvention est liquidée en une tranche au diffuseur après réalisation de la prestation et réception, vérification et acceptation des pièces justificatives arrêtées par le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *Le soutien à la diffusion de productions artistiques professionnelles à destination des publics scolaires*Section 1^{re}. — Généralités

Art. 23. Complémentairement aux objectifs généraux visés à l'article 1^{er}, § 2, le présent chapitre a pour objectifs de permettre à chaque élève, dans une optique de démocratisation culturelle et de développement culturel:

1° d'accéder à la vie culturelle, de rencontrer des œuvres, des artistes et des pratiques culturelles, et de fréquenter des lieux culturels;

2° d'acquérir des savoirs, des connaissances et des compétences en matière culturelle et artistique, dans une perspective de développement de l'esprit critique et de l'expression personnelle;

3° d'expérimenter des pratiques culturelles et artistiques, individuelles et collectives, et de prendre une part active dans la vie culturelle;

4° d'accéder et de participer à la diversité des vies culturelles et artistiques et de se familiariser avec des expressions culturelles provenant de différents horizons, exprimant différentes représentations du monde.

Art. 24. Pour être éligibles aux aides prévues par le présent chapitre, les productions artistiques professionnelles à destination des publics scolaires doivent être diffusées dans des lieux adaptés, à l'initiative de diffuseurs labélisés.

Par dérogation les diffuseurs labélisés peuvent nouer des partenariats avec un ou plusieurs établissements scolaires et organiser les moments de diffusion au sein des infrastructures scolaires de ceux-ci.

Le diffuseur est et reste en toute hypothèse responsable de la qualité de l'accueil de la production artistique programmée, ainsi que du respect des jauges et de la capacité d'accueil.

Art. 25. § 1^{er}. Il est institué un jury de la diffusion scolaire, chargé de proposer une sélection de productions artistiques pouvant faire l'objet de subventions en vertu du présent chapitre.

Le Gouvernement en arrête les modalités de fonctionnement.

§ 2. Le jury est composé :

1° de représentants du secteur de la culture, répartis comme suit :

a) trois représentants de l'Administration générale de la Culture ;

b) un représentant par province du service provincial en charge de la diffusion dans un cadre scolaire ;

c) un représentant du service de la Commission communautaire française en charge de la diffusion dans un cadre scolaire ;

d) deux représentants des référents scolaires. Les référents scolaires désignent en leur sein les deux représentants en étant attentifs à une juste représentation territoriale ;

e) six personnes présentant une expérience avérée dans la production artistique professionnelle, dont trois au moins dans un cadre scolaire ;

f) quatre représentants de diffuseurs labélisés ;

2° de représentants du secteur de l'enseignement :

a) un représentant de l'Administration générale de l'Enseignement ;

b) cinq référents culturels.

Par dérogation à l'article 3 du décret du 3 avril 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs, le jury de la diffusion scolaire ne peut comprendre plus de la moitié de membres du même sexe ; en cas de nombre impair, le jury peut comprendre un membre de plus de l'autre sexe.

Les autres dispositions du décret du 3 avril 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs restent d'application.

§ 3. Les membres sont nommés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, e) et f), sont désignés après appel public à candidatures. Leur mandat est renouvelable une fois. Toute personne dont le mandat a été renouvelé au maximum de ce qu'autorise le présent alinéa ne peut être désignée à nouveau qu'au terme d'une interruption d'une durée équivalente à un mandat.

§ 4. Le jury de la diffusion scolaire établit, avec l'appui des services du Gouvernement, un règlement d'ordre intérieur dans le respect des principes minimaux suivants :

1° le jury ne délibère valablement que si au moins la moitié des membres sont présents, sauf si le règlement d'ordre intérieur prévoit des conditions de quorum plus strictes ;

2° les avis sont rendus à la majorité simple ; le règlement d'ordre intérieur précise comment départager les égalités.

Ce règlement, et toute modification ultérieure, sont obligatoires à compter de son approbation par le Gouvernement.

Le Gouvernement se prononce dans les trente jours de sa saisine. À défaut de décision notifiée dans ce délai, le règlement ou ses modifications sont réputés approuvés.

§ 5. Pour des raisons pratiques, le jury de la diffusion scolaire peut déléguer des représentants pour le visionnement des productions artistiques.

Dans ce cas, la délégation comprend au moins cinq représentants, dont un représentant du secteur de la culture et un représentant du secteur de l'enseignement. La composition de cette délégation est précisée dans le règlement d'ordre intérieur.

Section 2 — Les productions artistiques labélisées

Art. 26. Pour obtenir le label « production professionnelle public scolaire », une production artistique doit répondre aux conditions générales prévues à l'article 11, § 2, ainsi qu'aux conditions particulières suivantes :

1° le producteur de l'œuvre doit être une personne physique ou morale exerçant, conformément à ses statuts s'il s'agit d'une personne morale, des activités artistiques professionnelles ;

2° l'œuvre doit répondre aux critères de qualité de son secteur ou de sa discipline, tels que définis par le Gouvernement ;

3° l'œuvre doit être adaptée à un public scolaire ;

4° le producteur doit fournir une fiche technique, établie selon le modèle établi par les services du Gouvernement, ainsi que le matériel spécifique éventuel nécessaire à la diffusion de l'œuvre ; le producteur peut actualiser cette fiche technique à tout moment, moyennant notification aux Services du Gouvernement ;

5° le producteur doit définir un prix de vente fixe par moment de diffusion ou exposition, couvrant l'ensemble des frais inhérents à la prestation artistique ; ce prix de vente peut être indexé annuellement, sans pouvoir dépasser l'évolution de l'indice santé ; les frais de déplacement et de logement ne peuvent représenter plus de 10% du prix de vente.

Art. 27. § 1^{er}. Pour obtenir le label, le producteur de l'œuvre introduit un dossier de demande selon les modalités fixées par le Gouvernement. Des modalités spécifiques peuvent être prévues par secteur ou par discipline.

Le dossier comprend :

1° une copie des statuts pour les personnes morales ;

2° une présentation de l'équipe impliquée dans la production artistique, décrivant :

a) le nombre de personnes impliquées ;

b) la fonction de chaque personne impliquée ;

c) le curriculum vitae de chaque personne impliquée ;

3° la fiche technique de la production artistique ;

4° le prix de vente demandé, distinguant la part artistique et les frais annexes ;

5° une présentation générale de la production artistique, précisant :

a) les impacts attendus et constatés sur les publics ;

b) le processus de médiation éventuellement prévu ;

6° la liste théorique des diffuseurs labélisés en capacité (technique, financière et humaine) d'accueillir la production artistique ;

7° l'indication d'une possibilité de visionnement de la production artistique.

§ 2. Les dossiers recevables sont transmis au jury de la diffusion scolaire, qui procède à leur visionnement et émet un avis sur les productions visionnées.

§ 3. En cas de refus, le demandeur peut exercer un recours administratif interne dont les modalités sont arrêtées par le Gouvernement, dans le respect des principes suivants :

1° la requête, qui n'est pas suspensive, est adressée par voie électronique à l'Administration, dans les soixante jours de la notification de la décision ; ce délai est prescrit à peine d'irrecevabilité ;

2° la requête contient les arguments sur lesquels l'opérateur se fonde pour contester la décision et précise si l'opérateur souhaite être entendu par la Chambre de recours ou accéder au dossier administratif ;

3° l'Administration adresse un accusé de réception à l'opérateur, dans un délai de quinze jours, confirmant la transmission de la requête et du dossier administratif à la Chambre de recours ainsi qu'au jury de la diffusion scolaire ;

4° la Chambre de recours rend son avis motivé dans les quarante-cinq jours de la réception du dossier complet, après avoir entendu le requérant l'ayant sollicité et un délégué du jury de la diffusion scolaire ; la moitié au moins de ce délai doit se situer en dehors des périodes de vacances scolaires ; si le dernier jour du délai tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvré qui suit ;

5° si l'avis de la Chambre recommande de réformer la décision initiale, le dossier est renvoyé sans délai par l'Administration devant le jury de la diffusion scolaire qui rend son avis motivé dans un délai de quarante-cinq jours à dater de l'avis de la Chambre de recours ; les modalités de suspension et de report du délai prévues au point 4° sont applicables ;

6° le Gouvernement ou son délégué est tenu de statuer sur la requête ; la décision est rendue dans un délai de quinze jours à compter de l'échéance du délai visé au 4° ou au 5°, selon que la Chambre recommande ou non de réformer la décision initiale ;

7° l'avis de la Chambre de recours et, le cas échéant, celui du jury de la diffusion scolaire sont joints à la décision qui se prononce sur le recours.

Si le recours est rejeté ou s'il n'est pas exercé, la production artistique concernée ne peut faire l'objet d'une nouvelle demande de label qu'à l'issue d'une période d'attente d'un an.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, les productions artistiques suivantes obtiennent automatiquement le label « production professionnelle public scolaire » pour une durée de cinq ans:

1° les productions artistiques subventionnées par la Communauté française dans le cadre d'un dispositif d'aide à la création d'œuvres destinées au jeune public, à compter de l'octroi de l'aide ;

2° les productions artistiques sélectionnées dans le cadre d'une vitrine professionnelle scolaire visée à l'article 35, alinéa 1^{er}, 2°, à compter de leur sélection ;

3° les productions artistiques sélectionnées par un référent scolaire dans le cadre du parcours d'éducation culturelle et artistique et transmises au jury de la diffusion scolaire, à compter de leur sélection ;

4° les productions artistiques produites par une structure de création jeune public structurellement soutenue par la Communauté française, à compter de leur première représentation ou monstration, le cas échéant au sein du lieu de création.

Le label peut être renouvelé une fois, sur demande. Passé ce délai, le producteur doit introduire une demande selon les modalités prévues au paragraphe 1^{er}.

Afin d'obtenir le label en application du présent paragraphe, le producteur communique aux Services du Gouvernement les informations suivantes :

1° la fiche technique de la production artistique ;

2° le prix de vente demandé, distinguant la part artistique et les frais annexes ;

3° une présentation générale de la production artistique, précisant :

a) les impacts attendus et constatés sur les publics ;

b) le processus de médiation éventuellement prévu ;

c) la date de première représentation ou monstration de la production artistique, le cas échéant au sein du lieu de création.

Section 3. — Les quotas de diffusion

Art. 28. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer aux diffuseurs labélisés une subvention annuelle complémentaire de maximum 50.000€ en soutien à la diffusion d'un quota annuel de productions artistiques disposant du label « production professionnelle public scolaire ».

Le quota octroyé ne peut être utilisé qu'à destination des publics scolaires tels que définis à l'article 1^{er}.

Pour pouvoir solliciter un quota en vertu du présent article, un diffuseur labélisé doit avoir préalablement bénéficié, durant trois années consécutives au moins, d'aides à la diffusion octroyées en vertu de l'article 29 à concurrence de minimum 3.000 euros.

§ 2. Le Gouvernement arrête les barèmes d'intervention applicables.

§ 3. Les modalités prévues à l'article 21, §§ 3 à 7, sont d'application.

Section 4. — Les aides à la diffusion

Art. 29. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer aux diffuseurs labélisés ne disposant pas d'un quota de diffusion des subventions ponctuelles en soutien à la diffusion de productions artistiques disposant du label « production professionnelle public scolaire ».

Par dérogation, les opérateurs disposant d'un quota et ayant épuisé celui-ci, peuvent introduire une demande.

La priorité est toutefois donnée aux opérateurs labélisés sans quotas.

§ 2. Le Gouvernement arrête les barèmes d'intervention applicables.

§ 3. Les modalités prévues à l'article 22, §§ 3 à 6, sont d'application.

Section 5. — Les rencontres artistiques en classe

Art. 30. § 1^{er}. Le Gouvernement peut intervenir financièrement dans l'organisation d'une rencontre artistique en classe.

Pour être éligible, la rencontre doit :

1° être organisée à l'initiative d'une école ou d'un diffuseur labélisé ;

2° se dérouler au sein de l'école ou de l'infrastructure du diffuseur labélisé ;

3° mettre en présence un public scolaire et un artiste disposant du label d'intervenant.

§ 2. L'intervention de la Communauté française s'élève à 250 € maximum par rencontre.

L'intervention est versée directement à l'artiste intervenant et peut couvrir les frais suivants :

1° la prestation de l'artiste ;

2° les préparations nécessaires à la rencontre (amont et aval) ;

3° les frais de déplacement éventuels ;

4° les frais éventuels inhérents à la rencontre elle-même.

§ 3. Les demandes d'intervention sont traitées dans l'ordre de leur arrivée, jusqu'à épuisement des crédits.

§ 4. Le Gouvernement arrête la procédure de demande et les modalités d'intervention. Des modalités spécifiques peuvent être prévues par secteur ou par discipline.

CHAPITRE V. — *Le soutien à la diffusion de productions artistiques amateurs**Section 1^{re}. — Généralités*

Art. 31. § 1^{er}. L'application du présent chapitre repose sur la mise en place de jurys chargés d'émettre un avis sur une sélection de productions artistiques pouvant faire l'objet de subventions.

§ 2. Après appel public à candidature, le Gouvernement désigne, pour chaque secteur ou discipline concerné, une fédération chargée d'organiser un jury sectoriel de sélection.

La désignation est valable cinq ans. Elle est renouvelable.

Le Gouvernement arrête les modalités d'organisation des jurys sectoriels de sélection, dans le respect des principes fixés par la présente section.

§ 3. Pour pouvoir être désignée, la fédération candidate doit répondre aux conditions suivantes :

1° être reconnue comme fédération de pratiques artistiques en amateur ou fédération de centres d'expression et créativité en application du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité ;

2° être en capacité d'organiser un jury pour l'ensemble du territoire de la Communauté française ; pour ce faire, elle peut s'adjoindre le concours d'autres fédérations de son secteur et sa discipline ;

3° être en capacité d'informer l'ensemble du secteur des modalités pratiques d'organisation du jury ;

4° être en capacité d'organiser pratiquement le visionnement des productions artistiques candidates et d'accueillir l'ensemble de celles-ci.

§ 4. Pour répondre valablement à l'appel, la fédération candidate introduit une demande selon les modalités fixées par le Gouvernement.

La fédération candidate précise dans sa demande :

1° la manière dont elle entend organiser le jury afin de respecter le calendrier fixé par le Gouvernement ;

2° la manière dont elle entend composer le jury ;

3° le canevas reprenant les critères de sélection du secteur ou de la discipline ; ce canevas est connu des productions artistiques candidates ;

4° si elle représente un consortium de fédérations et, le cas échéant, qui sont les fédérations avec le concours desquelles elle agit.

Les demandes recevables sont transmises pour avis à la Commission de l'Action culturelle et territoriale.

En cas de candidatures multiples, ces dernières sont classées au regard des critères fixés au paragraphe 3, 2° à 4°.

§ 5. Les jurys sectoriels sont composés de 4 à 6 personnes comprenant a minima :

1° un expert de la discipline ;

2° un représentant d'un diffuseur labélisé ;

3° un représentant d'un centre d'expression et créativité ;

4° un représentant de la fédération qui organise le jury ;

5° Éventuellement un représentant d'une autre discipline.

Les jurys ne peuvent comprendre plus de la moitié de membres du même sexe ; en cas de nombre impair, un jury peut comprendre un membre de plus de l'autre sexe.

Le secrétariat est assuré par un représentant de la fédération qui organise le jury. Celui-ci est distinct du représentant visé à l'alinéa 1^{er}, 4°, et ne prend pas part au vote.

§ 6. Pour soutenir l'organisation du jury, le Gouvernement octroie aux fédérations désignées en vertu du présent article une subvention annuelle complémentaire de 5.000 euros.

§ 7. Dans l'hypothèse où le jury n'est pas organisé tous les ans, la fédération désignée signale aux Services du Gouvernement pour le 30 juin de l'année qui précède si elle organise ou non le jury.

Si la fédération n'organise pas le jury, la subvention pour l'année concernée n'est pas liquidée.

Section 2. — Les productions artistiques labélisées

Art. 32. Pour obtenir le label « production artistique amateur », une production artistique doit répondre aux conditions générales prévues à l'article 11, § 2, ainsi qu'aux conditions particulières suivantes :

1° le producteur de l'œuvre doit être une personne physique ou morale exerçant, conformément à ses statuts s'il s'agit d'une personne morale, des activités artistiques en amateur ;

2° l'œuvre doit répondre aux critères de qualité de son secteur ou de sa discipline, tels que définis par le Gouvernement ;

3° le producteur doit fournir une fiche technique, établie selon le modèle établi par les services du Gouvernement, ainsi que le matériel spécifique éventuel nécessaire à la diffusion de l'œuvre ; le producteur peut actualiser cette fiche technique à tout moment, moyennant notification aux Services du Gouvernement ;

4° le producteur doit définir un prix de vente fixe par moment de diffusion ou exposition, couvrant l'ensemble des frais inhérents à la prestation artistique ; ce prix de vente peut être indexé annuellement, sans pouvoir dépasser l'évolution de l'indice santé.

Art. 33. § 1^{er}. Pour obtenir le label, le producteur de l'œuvre introduit un dossier de demande selon les modalités fixées par le Gouvernement. Des modalités spécifiques peuvent être prévues par secteur ou par discipline.

Le dossier comprend :

1° une copie des statuts pour les personnes morales ;

2° une présentation de l'équipe impliquée dans la production artistique, décrivant :

a) le nombre de personnes impliquées ;

b) la fonction de chaque personne impliquée ;

- 3° la fiche technique de la production artistique ;
- 4° le prix de vente demandé ;
- 5° une présentation générale de la production artistique ;
- 6° la liste théorique des diffuseurs labélisés en capacité (technique, financière et humaine) d'accueillir la production artistique.

§ 2. Les dossiers recevables sont transmis au jury sectoriel, qui procède à leur visionnement et émet un avis sur les productions visionnées.

La fédération qui organise le jury transmet l'avis de ce dernier aux services du Gouvernement pour le 15 octobre de l'année précédant celle de la labélisation.

Section 3. — Les aides à la diffusion

Art. 34. Le Gouvernement peut octroyer aux diffuseurs labélisés ne disposant pas d'un quota de diffusion des subventions ponctuelles en soutien à la diffusion de productions artistiques disposant du label "production artistique amateur ».

Le Gouvernement arrête les barèmes d'intervention applicables.

Les modalités prévues à l'article 22, §§ 3 à 6, sont d'application.

CHAPITRE VI. — Les vitrines et tournées sectorielles

Section 1^{re}. — Les vitrines

Art. 35. Le Gouvernement peut reconnaître et subventionner les opérateurs culturels qui organisent des vitrines au profit :

- 1° de productions artistiques professionnelles tout public ;
- 2° de productions artistiques professionnelles public scolaire ;
- 3° de productions artistiques amateurs.

Les vitrines ont pour objectifs :

- 1° de mettre en valeur, prioritairement auprès des diffuseurs labélisés, les productions artistiques de la Communauté française dans une optique de diffusion de celles-ci ;
- 2° d'encourager les formes et productions émergentes dans une logique de découverte ;
- 3° de favoriser la rencontre entre les producteurs et les diffuseurs ;
- 4° d'organiser des réflexions sur la diffusion en Communauté française ;
- 5° d'être un relais vers les organisations internationales de soutien à la diffusion.

Art. 36. § 1^{er}. La reconnaissance est accordée pour une durée de cinq ans, sans toutefois pouvoir dépasser la durée de la reconnaissance, de la convention ou du contrat de subventionnement principal dont dispose l'opérateur.

Si l'opérateur concerné cesse de remplir les conditions de reconnaissance, cette dernière peut lui être retirée selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 2. L'intervention de la Communauté française est plafonnée à maximum 250.000€ par vitrine.

30% minimum de cette subvention sont dédiés à la rémunération des artistes et techniciens.

Art. 37. Pour être reconnu et subventionné, l'opérateur doit répondre aux conditions suivantes :

1° être constitué sous la forme :

a) soit, d'une association dotée de la personnalité juridique ou d'une fondation au sens des articles 1:6, § 2, et 1:7 du Code des sociétés et des associations ;

b) soit, d'une personne morale de droit public, à condition de démontrer une activité propre et non concurrente avec celle d'un opérateur culturel préalablement reconnu pour cette action spécifique ;

2° être établi en région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

3° disposer d'une bonne connaissance du secteur ou de la discipline mise en valeur ;

4° disposer de capacités de promotion auprès des diffuseurs labélisés ;

5° être en capacité d'accueillir l'ensemble des diffuseurs labélisés, notamment en termes d'infrastructures et de ressources humaines et techniques ;

6° être en capacité de traiter, via un processus de sélection transparent, l'ensemble des productions artistiques candidates ;

7° respecter l'ensemble des obligations qui lui incombent en application des législations régissant ses activités, et en particulier :

a) la législation fiscale et sociale ;

b) les conventions collectives obligatoires ou ratifiées ;

c) la législation relative aux droits d'auteur et droit voisin ;

8° ne pas se trouver dans une situation d'exclusion visée à l'article 97, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle.

Art. 38. § 1^{er}. Pour obtenir sa reconnaissance, l'opérateur introduit un dossier de demande selon les modalités fixées par le Gouvernement. Des modalités spécifiques peuvent être prévues par secteur ou par discipline.

Le dossier comprend :

1° une copie des statuts ;

2° un organigramme de l'équipe affectée au projet de vitrine ;

3° les bilan et comptes des deux années qui précèdent la demande ;

- 4° une projection financière détaillant les différents postes de dépenses, et en particulier les rémunérations artistiques ;
- 5° un cadastre détaillé des diffuseurs visés par la vitrine ;
- 6° les modalités de sélection des productions artistiques ;
- 7° une présentation de la stratégie de concertation prévue afin que la vitrine tienne compte des attentes et réalités du secteur ;
- 8° une présentation de l'ancrage territorial, sectoriel et partenarial ;
- 9° une présentation des impacts attendus pour le secteur ou la discipline, notamment en termes d'amélioration de la diffusion ;
- 10° une présentation de la stratégie de communication.

§ 2. Les dossiers recevables sont transmis pour avis à la commission sectorielle compétente pour le secteur ou la discipline concernée.

En diffusion scolaire, les dossiers sont, en outre, transmis pour avis au jury de la diffusion scolaire composé conformément à l'article 25, § 2.

Dans l'hypothèse où l'opérateur demandeur ne relève de la compétence d'aucune commission sectorielle ou du jury de la diffusion scolaire, la demande est instruite par un jury transversal composé conformément à l'article 7, § 2.

§ 3. Lorsque les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants pour répondre à l'ensemble des demandes de reconnaissance, les priorités sont définies comme suit :

- 1° la priorité est d'abord donnée au renouvellement des vitrines existantes, hors demandes d'augmentation ;
- 2° les demandes de reconnaissance de nouvelles vitrines et d'augmentation des subventions des vitrines existantes sont traitées en second lieu.

En cas d'égalité, le Gouvernement procède aux arbitrages en tenant compte des critères suivants :

- 1° le respect d'un équilibre entre les différents domaines et disciplines soutenus, avec une attention particulière pour les domaines et disciplines peu valorisés ;
- 2° les moyens envisagés pour valoriser les artistes et créateurs de la Communauté française, et pour contribuer à une représentation diversifiée des femmes et des hommes, dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité ;
- 3° une couverture adéquate de l'ensemble du territoire et des populations de la Communauté française ;
- 4° la durabilité du projet, et en particulier la qualité et la pertinence du réseau de collaboration tissé par l'opérateur demandeur.

Section 2. — Les tournées sectorielles

Art. 39. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer des subventions ponctuelles aux organisateurs de tournées visant à mettre en lumière les différents domaines et disciplines des arts de la scène et des arts plastiques de la Communauté française.

À cet effet, il publie un appel à projets sur le site internet des services du Gouvernement.

À l'occasion d'un appel, le Gouvernement peut décider de mettre en exergue les secteurs ou disciplines moins soutenues. Pour ce faire, il s'appuie sur l'évaluation visée à l'article 41 et sur les avis rendus par le Conseil supérieur de la Culture et les Chambres de concertation.

§ 2. L'intervention de la Communauté française est plafonnée à maximum 50.000€ par tournée.

80% de cette subvention sont dédiés à la rémunération des artistes et techniciens.

§ 3. Pour répondre valablement à l'appel, l'opérateur doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° être constitué sous la forme d'une association dotée de la personnalité juridique ou d'une fondation au sens des articles 1:6, § 2, et 1:7 du Code des sociétés et des associations ;
- 2° être établi en région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- 3° disposer d'une expérience avérée dans le secteur ou la discipline qui fait l'objet de la tournée ;
- 4° disposer de compétences d'encadrement professionnelles pour mener à bien la tournée ;
- 5° disposer de capacités de communication pour valoriser la tournée ;
- 6° respecter l'ensemble des obligations qui lui incombent en application des législations régissant ses activités, et en particulier :
 - a) la législation fiscale et sociale ;
 - b) les conventions collectives obligatoires ou ratifiées ;
 - c) la législation relative aux droits d'auteur et droit voisin ;
- 7° ne pas se trouver dans une situation d'exclusion visée à l'article 97, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle.

§ 4. La tournée proposée doit :

- 1° couvrir l'ensemble du territoire de la région de langue française et la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- 2° proposer majoritairement des productions artistiques labélisées en vertu du présent décret ;
- 3° développer une stratégie pour toucher des publics éloignés des politiques culturelles en général, et du domaine ou de la discipline en particulier.

§ 5. Les dossiers recevables sont transmis pour avis à la commission sectorielle compétente pour le secteur ou la discipline concernée.

En diffusion scolaire, les dossiers sont, en outre, transmis pour avis au jury de la diffusion scolaire composé conformément à l'article 25, § 2.

Dans l'hypothèse où l'opérateur demandeur ne relève de la compétence d'aucune commission sectorielle ou de la diffusion scolaire, la demande est instruite par un jury transversal composé conformément à l'article 7, § 2.

§ 6. Lorsque les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants pour répondre à l'ensemble des demandes de reconnaissance, le Gouvernement procède aux arbitrages en tenant compte des critères suivants :

1° le respect d'un équilibre entre les différents domaines et disciplines soutenus, avec une attention particulière pour les domaines et disciplines peu valorisés ;

2° la qualité de la stratégie développée pour toucher des publics éloignés des politiques culturelles en général, et du secteur ou de la discipline en particulier ;

3° la durabilité du projet, et en particulier la qualité et la pertinence du réseau de collaboration tissé par l'opérateur demandeur

4° les moyens envisagés pour valoriser les artistes et créateurs de la Communauté française, et pour contribuer à une représentation diversifiée des femmes et des hommes, dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité.

CHAPITRE VII — *Évaluation*

Art. 40. § 1^{er}. Les services du Gouvernement établissent chaque année un rapport d'activités quantitatif détaillant la manière dont le présent décret a été mis en œuvre au cours de l'année écoulée.

Le Gouvernement arrête le contenu de ce rapport.

§ 2. Les rapports annuels sont publiés sur le site internet des services du Gouvernement.

Art. 41. § 1^{er}. Afin d'évaluer les dispositions du présent décret, le Gouvernement met en place, tous les cinq ans, un comité d'évaluation.

Ce comité est composé d'un nombre égal d'hommes et de femmes et comprend notamment :

1° cinq experts ou expertes sur les questions de diffusion en ce compris au moins un expert de la diffusion dans un cadre tout public, un expert de la diffusion dans un cadre scolaire, au moins un expert de la diffusion de productions artistiques de nature amateur ;

2° un représentant de chaque province et de la Commission communautaire française;

3° cinq membres des services du Gouvernement, dont au moins :

a) un représentant ou une représentante des services en charge de la diffusion ;

b) un représentant ou une représentante des services en charge de l'Inspection de la Culture ;

c) un représentant ou une représentante de l'Observatoire des Politiques culturelles.

§ 2. Sans préjudice de la compétence des chambres de concertation concernées, le comité d'évaluation est chargé, tous les cinq ans, de procéder à l'évaluation du présent décret et plus particulièrement :

1° de l'accessibilité financière et symbolique des productions artistiques diffusées en Communauté française ;

2° de l'équilibre territorial et de la diversité culturelle dans les pratiques de diffusion en Communauté française ;

3° du renforcement de la durabilité des pratiques de diffusion en Communauté française ;

4° de la place accordée à l'interculturalité dans les pratiques de diffusion en Communauté française ;

5° de la manière dont l'égalité entre les femmes et les hommes s'intègre dans la politique de diffusion.

§ 3. Sur base de l'évaluation décrite au § 2, le comité d'évaluation peut orienter le Gouvernement sur certaines priorités en matière de diffusion, et notamment émettre des suggestions en vue de limiter ou favoriser l'octroi de quotas en fonction des besoins identifiés.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 42. § 1^{er}. Le présent décret entre en vigueur au 1^{er} janvier 2025.

§ 2. Les opérateurs disposant déjà d'un quota de diffusion avant l'entrée en vigueur du présent décret obtiennent automatiquement le label de diffuseur.

Par dérogation aux articles 21, § 4, et 28, § 3, les opérateurs visés à l'alinéa 1^{er} formulent leur première demande de quota en application du présent décret pour le 30 juin 2024.

La demande visée à l'alinéa 2 contient :

1° une fiche technique permettant d'apprécier la capacité de l'opérateur à accueillir des productions artistiques de manière qualitative ; le diffuseur peut actualiser cette fiche technique à tout moment, moyennant notification aux Services du Gouvernement ;

2° le type de productions artistiques que l'opérateur entend diffuser à titre principal ;

3° la politique tarifaire en vigueur ;

4° une proposition de quota annuel sur base de programmations antérieures et de ses capacités de programmation.

La demande de quota est évaluée par les services du Gouvernement et la commission d'avis compétente au regard de la population du territoire visé, des capacités d'accueil du public et de la politique de diffusion mise en œuvre.

Si une province ou la Commission communautaire française contribue au quota, elle remet également un avis sur la proposition formulée par le diffuseur demandeur.

§ 3. Les quotas accordés en vertu du présent article prennent effet au 1^{er} janvier 2025 et sera réévalué lors du renouvellement de reconnaissance, de convention ou de contrat de l'opérateur concerné.

Lorsque les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants pour répondre à l'ensemble des demandes visées au § 2, les priorités sont définies comme suit :

1° la priorité est d'abord donnée au renouvellement des quotas existants, hors demandes d'augmentation ;

2° la priorité est ensuite donnée aux augmentations visant à intégrer dans le quota les aides ponctuelles à la diffusion précédemment accordée ;

3° la priorité est ensuite donnée aux augmentations non visées sous 2°, demandées par les centres culturels reconnus en vertu du décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres culturels ;

4° la priorité est ensuite donnée aux augmentations non visées sous 2°, demandées par :

a) les opérateurs disposant d'un contrat de diffusion ou d'un contrat-programme de 150.000 euros et moins en vertu du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène ;

b) les centres d'art bénéficiant d'une convention ou d'un contrat-programme de 150.000 euros et moins en vertu du décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques.

5° les augmentations non visées sous 2°, demandées par les autres types de diffuseurs labélisés sont traitées en dernier lieu.

En cas d'égalité, le Gouvernement procède aux arbitrages en tenant compte des critères mentionnés à l'article 21, § 5, alinéa 2.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 mai 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

(1) Session 2023-2024

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 695-1

– Amendement(s) en commission, n° 695-2

– Rapport de commission, n° 695-3

– Amendement(s) en séance, n° 695-4

– Texte adopté en séance plénière, n° 695-5

Compte rendu intégral.

– Discussion et adoption.

– Séance du 25 avril 2024.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/007991]

16 MEI 2024. — Decreet betreffende de steun voor de verspreiding van kunstproducties in de Franse Gemeenschap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Definities en algemene beginselen*

Artikel 1. § 1. Dit decreet heeft als doel het beleid ter ondersteuning van:

1° de verspreiding in de Franse Gemeenschap van professionele en amateur kunstproducties in de podiumkunsten en de beeldende kunsten, voor het grote publiek en voor scholen;

2° verspreiders die betrokken zijn bij het beleid van de Franse Gemeenschap in de aangelegenheden bedoeld in artikel 4, 1°, 3° tot 5°, 7°, 8°, 10° en 13° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

3° ontmoetingen georganiseerd tussen het schoolpubliek en kunstenaars die betrokken zijn bij het beleid van de Franse Gemeenschap in de aangelegenheden bedoeld in artikel 4, 1° en 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 2. Het doel van dit decreet is:

1° het verbeteren van de toegang tot kunstproducties voor de bevolking van de Franse Gemeenschap, op financieel, geografisch, fysiek en symbolisch gebied, met het oog op culturele democratisering;

2° ontmoetingen tussen kunstenaars, kunstwerken en het publiek aan te moedigen, met als doel de cultuurparticipatie;

3° de kunstproducties van de Franse Gemeenschap meer zichtbaarheid te geven, met het oog op het ontdekken en de promotie van ontwerpers en werken, met aandacht voor de meest diverse expressievormen;

4° bij te dragen aan een eerlijke vergoeding voor kunstenaars, ontwerpers en technici;

5° de duurzaamheid van verspreidingspraktijken te versterken, en in het bijzonder de manieren waarop werken door het hele land worden verspreid;

6° verspreiders te ondersteunen in hun rol als bemiddelaar tussen de verschillende publieken en kunstenaars;

7° de vrijheid van programmering te garanderen, met het oog op de culturele diversiteit.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° verspreidingslabel: specifieke erkenning die krachtens dit decreet wordt toegekend aan een verspreider, een kunstproductie of een kunstenaar, los van de eventuele sectorale erkenning die de betrokken operator heeft;

2° kunstproductie: werk op een van de volgende kunstgebieden:

a) de podiumkunsten, zoals gedefinieerd in artikel 1, 1°, van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

b) de beeldende kunsten, zoals gedefinieerd in artikel 1, 1°, van het decreet van 3 april 2014 betreffende de beeldende kunsten;

3° "Verspreiding": de circulatie van kunstproducties in de Franse Gemeenschap. Die brengt kunstproducties en de bevolking samen om de uitoefening van culturele rechten en vrijheden te ontwikkelen;

4° "Verspreider": rechtspersoon die voorstellingen of tentoonstellingen opneemt in zijn kunst- en culturele programma's en die over de technische capaciteit beschikt om kunstproducties te hosten in de Franse Gemeenschap;

5° structureel ondersteunde operator: rechtspersoon die structureel ondersteund wordt door de Franse Gemeenschap in het kader van het beleid gevoerd in de aangelegenheden bedoeld in artikel 4, 1°, 3° tot 5°, 7°, 8°, 10° en 13°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, hetzij door middel van een meerjarige subsidieovereenkomst, hetzij door middel van een erkenning of een goedkeuring die recht geeft op een jaarlijkse subsidie;

6° "Voorstelling": een verspreidingsmoment van een productie van podiumkunsten, waarbij werken en bevolkingsgroepen elkaar ontmoeten op dezelfde plaats en op hetzelfde moment, georganiseerd in de Franse Gemeenschap, buiten de plaats van creatie of de plaats die gewoonlijk wordt ingenomen door de producent, de coproducent of de drager van het kunstproject;

7° "Tentoonstelling": verspreidingsmoment van een beeldende kunstproductie, waarbij werken en bevolkingsgroepen elkaar ontmoeten op dezelfde plaats en op hetzelfde moment, georganiseerd in de Franse Gemeenschap, buiten de plaats van creatie of de plaats die gewoonlijk wordt ingenomen door de producent, de coproducent of de drager van het kunstproject;

8° "In de Franse Gemeenschap": in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

9° "Schoolpubliek": een publiek dat bestaat uit leerlingen uit het basis- of secundair onderwijs en dat deelneemt aan een verspreidingsmoment in een schoolkader, binnen of buiten de school;

10° professionele kunstactiviteit: elke kunstprestatie die wordt vergoed volgens de barema's of praktijken die gelden in het betreffende domein;

11° amateuristische kunstbeoefening: elke vorm van kunst of symbolische expressie die iedereen de mogelijkheid biedt om zich uit te drukken door het beoefenen en het ontdekken van kunstdisciplines, of zelfs om zijn creativiteit te ontwikkelen voor niet-professionele doeleinden;

12° "Culturele diversiteit": veelheid van manieren waarop de culturen van de individuen, groepen en samenlevingen tot uiting komen, zich uitdrukken in de diverse wijzen van artistieke schepping, productie, verspreiding, distributie en genot van cultuuruitingen;

13° "Interculturaliteit": dynamische en interactieve processen (uitwisselingen, vermengingen) tussen groepen of individuen met verschillende of veelvoudige culturen. Het doel van deze processen is om wederzijds begrip en een gedeelde wereld op te bouwen;

14° "Culturele vrijheden en rechten": de culturele vrijheden en rechten die onder meer in artikel 27 van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, artikel 15 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, de artikelen 13, 22 en 25 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, artikel 31 van het Verdrag van New York inzake de rechten van het kind, artikel 23 van de Grondwet en de Verklaring van Fribourg inzake culturele rechten, aangenomen op 7 mei 2007, zijn vastgelegd;

15° "Duurzaamheid: het duurzame karakter op lange termijn van een project in artistieke, economische, sociale en milieutermen;

16° "Zelfevaluatie": kritische beoordeling, intern opgesteld en overeengekomen door de culturele operator, bedoeld om de overeenstemming aan te tonen tussen de nagestreefde doelstellingen, de ingezette middelen en de verkregen effecten;

17° Kunstwerkcommissie: commissie ingesteld bij het koninklijk besluit van 13 maart 2023 betreffende de werking van de Kunstwerkcommissie, de criteria en de procedure voor de erkenning van de kunstfederaties en tot verbetering van de sociale bescherming van kunstwerkers;

18° Sectorale commissie: adviescommissies in de zin van artikel 1, 4° van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur;

19° Raad van Beroep: de Raad van Beroep bedoeld in de artikelen 88 tot en met 91 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur;

20° culturele referenten: de culturele referenten bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1°, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd gesubsidieerd onderwijs en het statuut van steun- en begeleidingsadviseurs;

21° schoolreferent: culturele operator of groep van culturele operators die is aangewezen als schoolreferent met toepassing van de artikelen 1.4.5-16 tot en met 1.4.5-19 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.

Art. 3. Voor de toepassing van dit decreet voorziet de Regering een minimaal jaarbudget van 2.891.000 euro om de steunmechanismen voor de verspreiding te financieren.

De Regering wijst minstens 1.150.000 euro van dit budget toe aan de steunmechanismen voor de verspreiding in scholen, minstens 1.350.000 euro aan de steunmechanismen voor de verspreiding onder het grote publiek, en minstens 391.000 euro voor showcases.

Het in het eerste lid bedoelde budget wordt elk jaar op 1 januari geïndexeerd volgens de evolutie van de gezondheidsindex. De Regering specificeert de toepasselijke indexeringsformule.

HOOFDSTUK II. — *Verspreidingslabels**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 4. Voor de toepassing van dit decreet kent de Regering een verspreidingslabel toe aan verspreiders, kunstproducties en kunstenaars die bijdragen tot de doelstellingen bedoeld in artikel 1 en voldoen aan de kwaliteitseisen bepaald in of krachtens dit decreet.

Dit label staat los van de eventuele sectorale erkenning van de betrokken operator.

Het verleent de begunstigde geen subjectief recht op toekenning van een subsidie.

Afdeling 2 — Gelabelde verspreiders

Art. 5. Om het verspreidingslabel te verkrijgen, moet de operator aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° opgericht zijn in de vorm van:

a) ofwel een vereniging met rechtspersoonlijkheid of een stichting in de zin van de artikelen 1:6, § 2, en 1:7 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

b) ofwel een publiekrechtelijke rechtspersoon, mits die kan aantonen dat hij een eigen activiteit heeft die niet concurreert met die van een culturele operator die al erkend is op zijn actiegebied;

2° gevestigd zijn in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

3° een regelmatige verspreidingsactiviteit die bijdraagt aan de doelstellingen van dit decreet uitoefenen sinds ten minste twee jaar op de dag van indiening van de labelaanvraag;

4° voldoen aan de kwaliteitscriteria van de sector of discipline waartoe de verspreide kunstproducties behoren, zoals bepaald door de Regering;

5° zijn technische capaciteit aantonen om kunstproducties te hosten, volgens de nadere regels bepaald door de Regering;

6° de financiële levensvatbaarheid van zijn activiteiten aantonen, volgens de nadere regels bepaald door de regering;

7° al zijn verplichtingen uit hoofde van de wetgevingen inzake zijn activiteiten nakomen, en met name:

a) de fiscale en sociale wetgeving;

b) de verplichte of bekrachtigde collectieve overeenkomsten;

c) de wetgeving inzake auteursrechten en naburig recht;

8° zich niet in een uitsluitingssituatie bevinden, zoals bedoeld in artikel 97, § 1, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur;

9° niet de begunstigde zijn van een overeenkomst of programmaovereenkomst van meer dan 600.000 euro, verleend krachtens:

a) het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

b) of het decreet van 3 april 2014 betreffende de beeldende kunsten.

Art. 6. Het verspreiderslabel wordt voor onbepaalde tijd toegekend.

Om de twee jaar dient de betrokken operator bij de diensten van de Regering een zelfevaluatie-rapport in, opgesteld volgens het door de Regering vastgestelde model.

Bij wijze van afwijking, indien de betrokken operator krachtens de sectorale wetgeving waaraan hij is onderworpen reeds een jaarlijks activiteitenverslag moet indienen, maakt dat verslag melding van zijn verspreidingsactiviteiten en treedt het in de plaats van het zelfevaluatieverslag in de zin van dit artikel.

Als de betrokken operator niet langer aan de labelvoorwaarden voldoet, kan het label worden ingetrokken volgens de door de Regering vastgestelde procedures.

Art. 7. § 1. Om het label te verkrijgen, dient de operator een aanvraagdossier in volgens de door de Regering vastgestelde procedures. Specifieke procedures kunnen per sector of discipline worden voorzien.

Het dossier bevat:

1° een kopie van de statuten;

2° de balans en rekeningen van de twee jaar die voorafgaan aan de aanvraag;

3° een presentatie van de verspreidingsactiviteiten uitgevoerd tijdens de twee jaar voorafgaand aan de aanvraag, met inbegrip van de geplande middelen om kunstenaars en ontwerpers van de Franse Gemeenschap te promoten en om bij te dragen tot een gediversifieerde vertegenwoordiging van vrouwen en mannen, rekening houdend met de gelijkheid van vrouwen en mannen en voor de waarden van intercultureelheid;

4° een technische fiche ter beoordeling van de capaciteit van de operator om kunstproducties te hosten; de verspreider kan deze technische fiche te allen tijde bijwerken door kennisgeving aan de Diensten van de Regering;

5° een presentatie van de territoriale, sectorale en partnerschapsverankering;

6° een presentatie van de verspreidingsstrategie en de manier waarop deze bijdraagt tot de democratisering van cultuur en tot doel heeft publieken aan te trekken en vast te houden, met name publieken die ver afstaan van culturele praktijken;

7° het type kunstproducties dat de operator als hoofdactiviteit wil verspreiden;

8° het huidige prijsbeleid.

§ 2. Ontvankelijke aanvraagdossiers worden voor advies doorgestuurd naar de sectorale commissie die verantwoordelijk is voor de betrokken operator.

Indien de vragende operator niet onder de bevoegdheid van een sectorale commissie valt, wordt de aanvraag onderzocht door een transversale examencommissie waarvan de werking wordt bepaald door de Regering en die bestaat uit:

- 1° twee vertegenwoordigers van de Commissie voor de Levende Kunsten;
- 2° twee vertegenwoordigers van de Commissie voor Muziek;
- 3° twee vertegenwoordigers van de Commissie voor Beeldende Kunsten;
- 4° twee vertegenwoordigers van de Commissie voor het Cultureel Erfgoed;
- 5° twee vertegenwoordigers van de Commissie voor de Territoriale Culturele Actie;
- 6° een vertegenwoordiger uit elke provincie;
- 7° een vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschapscommissie.

In afwijking van artikel 3 van het decreet van 3 april 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de adviesorganen mag de transversale examencommissie niet meer dan de helft leden van hetzelfde geslacht bevatten; in het geval van een oneven aantal mag de examencommissie één extra lid van het andere geslacht bevatten.

De andere bepalingen van het decreet van 3 april 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de adviesorganen blijven van toepassing.

§ 3. Met de steun van de diensten van de Regering stelt de transversale examencommissie een huishoudelijk reglement op in overeenstemming met de volgende minimumprincipes:

- 1° de examencommissie beraadslaagt alleen rechtsgeldig als ten minste de helft van de leden aanwezig is, tenzij het huishoudelijk reglement strengere quorumvereisten voorziet;
- 2° adviezen worden gegeven bij gewone meerderheid; het huishoudelijk reglement geeft aan hoe te kiezen tussen gelijke kandidaten.

Dit reglement en alle latere wijzigingen zijn bindend vanaf de datum van goedkeuring door de Regering.

De Regering beslist binnen dertig dagen na de aanhangigmaking. Als er binnen deze periode geen beslissing wordt meegedeeld, worden het reglement of de wijzigingen daarvan geacht te zijn goedgekeurd.

§ 4. In afwijking van paragrafen 1 en 2 verkrijgen de volgende operators automatisch het verspreiderslabel en behouden zij dit zolang zij structureel worden gesteund, krachtens hun sectorale wetgeving:

- 1° culturele centra, erkend krachtens het decreet van 21 november 2013 betreffende de Culturele Centra;
- 2° operators met een verspreidingsovereenkomst, krachtens het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;
- 3° kunstcentra met een overeenkomst of programmaovereenkomst van 150.000 euro of minder, krachtens het decreet van 3 april 2014 betreffende de beeldende kunsten;
- 4° musea erkend krachtens het decreet van 25 april 2019 betreffende de museumsector;
- 5° bibliotheken erkend krachtens het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken en de organisatie van het Netwerk voor openbare lectuurvoorziening;
- 6° representatieve federaties van centra voor expressie en creativiteit en federaties voor amateuristische kunstbeoefening, erkend krachtens het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit.

Om het label in toepassing van deze paragraaf te verkrijgen, verstrekt de operator de volgende informatie aan de diensten van de Regering:

- 1° een technische fiche ter beoordeling van de capaciteit van de operator om kunstproducties kwalitatief te hosten; de verspreider kan deze technische fiche op elk moment bijwerken, door dit aan de Diensten van de Regering mee te delen;
- 2° het type kunstproducties dat de operator als hoofdactiviteit wil verspreiden;
- 3° het huidige prijsbeleid.

De automatische labeling van de verspreider stopt zodra deze zijn erkenning in een van de bovengenoemde regelingen verliest.

Art. 8. § 1. De Regering stelt de procedure voor de toekenning van het verspreiderslabel vast, overeenkomstig de in deze afdeling vastgelegde beginselen.

Specifieke procedures kunnen per sector of discipline worden voorzien.

§ 2. Bij weigering kan de aanvrager een intern administratief beroep instellen, waarvan de procedures worden vastgesteld door de Regering, overeenkomstig de volgende beginselen:

- 1° het verzoek, dat niet opschortend is, wordt elektronisch naar de Administratie gestuurd, binnen zestig dagen na de kennisgeving van de beslissing; deze termijn wordt op straffe van onontvankelijkheid voorgeschreven;
- 2° het verzoek bevat de argumenten waarop de operator zijn bezwaar tegen de beslissing baseert en specificeert of de operator door de Raad van Beroep wenst te worden gehoord of toegang tot het administratieve dossier wenst;
- 3° de Administratie stuurt de operator binnen vijftien dagen een ontvangstbevestiging waarin bevestigd wordt dat het verzoek en het administratieve dossier zijn doorgestuurd naar de Raad van Beroep en naar de sectorale commissie of de transversale examencommissie die het advies heeft uitgebracht waarop de bestreden beslissing betrekking heeft;
- 4° De Raad van Beroep brengt zijn gemotiveerde advies uit binnen vijftien dagen na ontvangst van het volledige dossier, na de eiser en een afgevaardigde van de sectorale commissie of de transversale examencommissie die het aanvankelijke advies heeft uitgebracht waarop de bestreden beslissing betrekking heeft, te hebben gehoord; minstens de helft van deze termijnen moet buiten de schoolvakantieperiodes vallen; indien de laatste dag van de termijn op een wettelijke feestdag, zaterdag of zondag valt, wordt de termijn verlengd tot de eerste werkdag die volgt;

5° indien het advies van de Raad een wijziging van de aanvankelijke beslissing aanbeveelt, verwijst de Administratie de zaak onverwijld door naar de sectorale commissie of de transversale examencommissie, dat binnen vijftien dagen na het advies van de Raad van Beroep een gemotiveerd advies uitbrengt; de in punt 4° beschreven procedures voor schorsing en verlenging van de termijn zijn van toepassing;

6° de Regering of haar afgevaardigde is verplicht een beslissing te nemen over het verzoek; de beslissing wordt gegeven binnen vijftien dagen na het verstrijken van de termijn bedoeld in 4° of 5°, naargelang de Raad al dan niet een wijziging van de aanvankelijke beslissing aanbeveelt;

7° het advies van de Raad van Beroep en, indien van toepassing, dat van de sectorale commissie of de transversale examencommissie worden bij de beslissing over het beroep gevoegd.

Als het beroep wordt verworpen of niet wordt uitgeoefend, kan de betrokken operator pas na een wachttijd van één jaar een nieuwe aanvraag voor het label indienen.

Art. 9. De Diensten van de Regering stellen een register op van gelabelde verspreiders.

Dit register is online beschikbaar en bevat ten minste de volgende informatie:

1° de contactgegevens van de operator;

2° zijn eventuele technische apparatuur;

3° de samenstelling en contactgegevens van het team dat zich bezighoudt met de verspreiding;

4° de maximale publiekscapaciteit;

5° het type programmering.

Afdeling 3. — Gelabelde kunstproducties

Art. 10. Kunstproducties kunnen drie soorten verspreidingslabels krijgen:

1° het label "professionele productie voor iedereen";

2° het label "professionele productie voor scholen";

3° het label "artistieke amateurproductie".

Art. 11. § 1. Om een verspreidingslabel te verkrijgen, moet een kunstproductie voldoen aan:

1° de algemene voorwaarden van dit artikel;

2° de specifieke voorwaarden voor het betreffende label, zoals beschreven in de hoofdstukken III, IV en V;

3° de kwaliteitscriteria voor haar sector of discipline, zoals bepaald door de Regering.

De toekenning van het label "professionele productie voor scholen" brengt automatisch de toekenning van het label "professionele productie voor iedereen" met zich mee.

§ 2. De algemene voorwaarden zijn de volgende:

1° de producent van het werk moet gedomicilieerd of gevestigd zijn in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad; indien het werk gecoproduceerd wordt door meerdere natuurlijke personen zonder tussenkomst van een rechtspersoon, moet de meerderheid van hen gedomicilieerd of gevestigd zijn in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

2° de producent van het werk moet voldoen aan alle verplichtingen die voor hem voortvloeien uit de wetgevingen inzake zijn activiteiten, en met name:

a) de fiscale en sociale wetgeving;

b) de verplichte of bekrachtigde collectieve overeenkomsten;

c) de wetgeving inzake auteursrechten en naburig recht;

3° de producent van het werk mag zich niet in een uitsluitingssituatie bevinden, zoals bedoeld in artikel 97, § 1, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur.

Art. 12. Kunstproducties worden gelabeld voor een periode van vijf jaar, eenmaal verlengbaar.

Als de betrokken kunstproductie niet langer voldoet aan de labelvoorwaarden, kan het label worden ingetrokken, volgens de door de Regering vastgestelde procedures.

Art. 13. De Regering bepaalt de procedure voor de toekenning van labels, overeenkomstig de beginselen van de hoofdstukken III, IV en V.

Specifieke procedures kunnen per sector of discipline worden voorzien.

Art. 14. De Diensten van de Regering vermelden alle gelabelde kunstproducties in registers die online toegankelijk zijn.

Deze registers worden jaarlijks bijgewerkt.

Afdeling 4. — Optredende kunstenaars

Art. 15. Om in aanmerking te komen voor de steunmaatregelen van de regeling "kunstontmoetingen in de klas" moet een kunstenaar aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° professionele kunstactiviteiten uitvoeren als natuurlijke persoon of rechtspersoon;

2° deze activiteiten uitoefenen in het Franse taalgebied of in het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3° voldoen aan de kwaliteitscriteria van zijn sector of discipline, zoals vastgesteld door de Regering;

4° zich niet in een situatie van uitsluiting bevinden, zoals bedoeld in artikel 97, § 1, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur.

Art. 16. Kunstenaars krijgen het label "optredende kunstenaar" voor onbepaalde tijd.

Als de betrokken kunstenaar niet langer voldoet aan de voorwaarden voor het label, kan dit worden ingetrokken, volgens de door de Regering vastgestelde procedures.

Art. 17. § 1. De Regering bepaalt de procedure voor de toekenning van het label van optredende kunstenaar.

§ 2. Bij weigering kan de aanvrager een intern administratief beroep instellen, waarvan de procedures worden vastgesteld door de Regering, overeenkomstig de volgende beginselen:

1° het verzoek, dat niet opschortend is, wordt elektronisch naar de Administratie gestuurd, binnen zestig dagen na de kennisgeving van de beslissing; deze termijn wordt op straffe van onontvankelijkheid voorgeschreven;

2° het verzoek bevat de argumenten waarop de operator zijn betwisting van de beslissing baseert en geeft aan of hij door de bevoegde Sectorale Commissie wenst te worden gehoord of toegang wenst te krijgen tot het administratieve dossier;

3° de Administratie stuurt binnen vijftien dagen een ontvangstbevestiging naar de operator met de bevestiging dat het verzoek en het administratieve dossier doorgestuurd zijn naar de bevoegde Sectorale Commissie;

4° de Sectorale Commissie brengt haar gemotiveerde advies uit binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het volledige dossier, na de eiser en een vertegenwoordiger van de diensten van de Regering te hebben gehoord; minstens de helft van deze termijn moet buiten de schoolvakantieperiodes vallen; indien de laatste dag van de termijn op een wettelijke feestdag, zaterdag of zondag valt, wordt de termijn verlengd tot de eerste werkdag die volgt;

5° de Regering of haar afgevaardigde is verplicht een beslissing te nemen over het verzoek; de beslissing wordt gegeven binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in 4° bedoelde termijn;

6° het advies van de bevoegde Sectorale Commissie wordt bij de beslissing op het beroep gevoegd.

Als het beroep wordt verworpen of niet wordt uitgeoefend, kan de betrokken kunstenaar pas na een wachttijd van één jaar een nieuwe aanvraag voor het label indienen.

§ 3. In afwijking van paragrafen 1 en 2 krijgen kunstenaars die houder zijn van een door de Kunstwerkcommissie uitgereikt kunstwerkattest automatisch het in deze afdeling bedoelde label en behouden ze dit zolang het genoemde attest geldig blijft.

Art. 18. De Diensten van de Regering zetten alle gelabelde kunstenaars in een register dat online beschikbaar is. Dit register wordt jaarlijks bijgewerkt.

HOOFDSTUK III. — *Steun voor de verspreiding van professionele kunstproducties voor het grote publiek*

Afdeling 1. — Gelabelde kunstproducties

Art. 19. Om het label "professionele productie voor het grote publiek" te verkrijgen, moet een kunst productie voldoen aan de algemene voorwaarden bedoeld in artikel 11, § 2, en aan de volgende specifieke voorwaarden:

1° de producent van het werk moet een natuurlijke persoon of een rechtspersoon zijn die zich bezighoudt met professionele kunstactiviteiten, in overeenstemming met zijn statuten in het geval van een rechtspersoon;

2° het werk moet voldoen aan de kwaliteitscriteria van de sector of discipline, zoals bepaald door de Regering;

3° de producent moet een technische fiche, opgesteld volgens het door de Diensten van de Regering vastgestelde model, alsook al het eventuele specifieke materiaal dat nodig is voor de verspreiding van het werk indienen; de producent kan deze technische fiche te allen tijde bijwerken door de Diensten van de Regering hiervan in kennis te stellen;

4° de producent moet een vaste verkoopprijs per verspreiding of tentoonstelling bepalen, die alle kosten van de kunstprestatie dekt; deze verkoopprijs kan jaarlijks geïndexeerd worden, maar zonder de stijging van de gezondheidsindex te overschrijden; reis- en verblijfskosten mogen niet meer dan 15 % van de verkoopprijs uitmaken;

5° het werk moet het voorwerp zijn geweest van:

a) minstens drie voorstellingen of contractueel geplande voorstellingen bij een structureel ondersteunde operator of bij een gelabelde verspreider;

b) of een tentoonstelling of een contractueel geplande tentoonstelling van minstens 6 dagen bij een structureel ondersteunde operator of bij een gelabelde verspreider.

Art. 20. § 1. Om het label te verkrijgen moet de producent van het werk een aanvraagdossier indienen, volgens de door de Regering vastgestelde procedures. Specifieke procedures kunnen per sector of discipline worden voorzien.

Het dossier bevat:

1° een kopie van de statuten voor rechtspersonen;

2° een presentatie van het team dat betrokken is bij de kunstproductie, met een beschrijving van:

a) het aantal betrokkenen;

b) de functie van elke betrokken persoon;

c) het curriculum vitae van elke betrokken persoon;

3° de technische fiche van de kunstproductie;

4° de gevraagde verkoopprijs, waarbij onderscheid wordt gemaakt tussen het artistieke deel en de bijkomende kosten;

5° een algemene presentatie van de kunstproductie, met vermelding van:

a) de veronderstelde en waargenomen effecten op de verschillende publieken;

b) het eventueel voorziene bemiddelingsproces en vermelden of deze bemiddeling is inbegrepen in de verkoopprijs of een extra vergoeding inhoudt;

6° een lijst van de typen gelabelde verspreiders met de (technische, financiële en menselijke) capaciteit om die kunstproductie te hosten;

7° de aanduiding van de mogelijkheid de kunstproductie te bekijken, of bij gebrek daaraan, van een opname van goede kwaliteit van de kunstproductie.

§ 2. Ontvankelijke kunstproducties worden bekeken door de Diensten van de Regering en de betrokken Openbare Diensten, ter plaatse of via een opname of virtuele tentoonstelling.

Een lid van een bevoegde adviescommissie kan in voorkomend geval worden afgevaardigd om de kunstproductie te bekijken.

§ 3. Bij weigering kan de aanvrager een intern administratief beroep instellen, waarvan de procedures worden vastgesteld door de Regering, overeenkomstig de volgende beginselen:

1° het verzoek, dat niet opschortend is, wordt elektronisch naar de Administratie gestuurd, binnen zestig dagen na de kennisgeving van de beslissing; deze termijn wordt op straffe van onontvankelijkheid voorgeschreven;

2° het verzoek bevat de argumenten waarop de operator zijn betwisting van de beslissing baseert en geeft aan of hij door de bevoegde Sectorale Commissie wenst te worden gehoord of toegang wenst te krijgen tot het administratieve dossier;

3° de Administratie stuurt binnen vijftien dagen een ontvangstbevestiging naar de operator met de bevestiging dat het verzoek en het administratieve dossier doorgestuurd zijn naar de bevoegde Sectorale Commissie;

4° de Sectorale Commissie brengt haar gemotiveerde advies uit binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het volledige dossier, na de eiser en een vertegenwoordiger van de diensten van de Regering te hebben gehoord; minstens de helft van deze termijn moet buiten de schoolvakantieperiodes vallen; indien de laatste dag van de termijn op een wettelijke feestdag, zaterdag of zondag valt, wordt de termijn verlengd tot de eerste werkdag die volgt;

5° de Regering of haar afgevaardigde is verplicht een beslissing te nemen over het verzoek; de beslissing wordt gegeven binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in 4° bedoelde termijn;

6° het advies van de bevoegde Sectorale Commissie wordt bij de beslissing op het beroep gevoegd.

Als het beroep wordt verworpen of niet wordt uitgeoefend, kan voor de betrokken kunstproductie pas na een wachttijd van één jaar een nieuwe labelaanvraag worden ingediend.

§ 4. In afwijking van paragrafen 1 en 2 krijgen de volgende kunstproducties automatisch het label "professionele productie voor het grote publiek" voor een periode van vijf jaar:

1° kunstproducties die door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd in het kader van een steunregeling voor schepping of voor internationale verspreiding, vanaf het moment dat de steun is toegekend;

2° kunstproducties die geselecteerd zijn in het kader van een professionele showcase, als bedoeld in artikel 35, eerste lid, 1°, vanaf de datum van hun selectie;

3° kunstproducties geproduceerd door een creatiestructuur die structureel ondersteund wordt door de Franse Gemeenschap, vanaf hun eerste voorstelling of tentoonstelling, in voorkomend geval op de plaats van creatie;

Het label kan op verzoek eenmalig worden vernieuwd. Na deze termijn moet de producent een aanvraag indienen volgens de in paragraaf 1 bedoelde procedures.

Om het label in toepassing van deze paragraaf te verkrijgen, verstrekt de producent de volgende informatie aan de Diensten van de Regering:

1° de technische fiche van de kunstproductie;

2° de gevraagde verkoopprijs, waarbij onderscheid wordt gemaakt tussen het artistieke deel en de bijkomende kosten.

3° Een algemene presentatie van de kunstproductie, met vermelding van:

a) de veronderstelde en waargenomen effecten op de verschillende publieken;

b) het eventueel voorziene bemiddelingsproces, en vermelden of dit is inbegrepen in de verkoopprijs of een extra vergoeding inhoudt;

4° de datum van de eerste voorstelling of tentoonstelling van de kunstproductie, indien van toepassing op de plaats van creatie.

Afdeling 2 — Verspreidingsquota

Art. 21. § 1. De Regering kan gelabelde verspreiders een bijkomende jaarlijkse subsidie van maximaal 50.000 euro toekennen om de verspreiding van een jaarlijks quotum van kunstproducties te ondersteunen.

Deze aanvullende subsidie wordt toegekend onder de volgende voorwaarden:

1° ten minste 80 % van het jaarlijkse quotum moet worden gebruikt voor het verspreiden van kunstproducties gelabeld krachtens dit decreet, met inbegrip van kunstproducties met het label "artistieke amateurproductie";

2° tot 20 % van het jaarlijkse quotum kan worden gebruikt voor de verspreiding van kunstproducties zonder label, maar die voldoen aan de voorwaarden van artikel 11, § 2;

3° ten minste 50 % van het jaarlijkse quotum moet worden gebruikt voor de verspreiding van kunstproducties die hebben genoten van een steunregeling voor schepping van de Franse Gemeenschap, of die geproduceerd zijn door een creatiestructuur die structureel gesteund wordt door de Franse Gemeenschap.

Om in aanmerking te komen voor een quotum krachtens dit artikel moet een gelabelde verspreider voordien gedurende ten minste drie opeenvolgende jaren verspreidingssteun krachtens artikel 22 voor een bedrag van ten minste 3.000 euro hebben ontvangen.

§ 2. De Regering bepaalt de toepasselijke barema's voor de bijdrage.

§ 3. De krachtens dit artikel toegekende subsidie wordt niet in aanmerking genomen bij het bepalen van de minimale bijdrage van de geassocieerde lokale overheidsbesturen in de zin van artikel 72 van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra.

De provincies en de Franse Gemeenschapscommissie kunnen evenwel bijdragen tot het jaarlijkse quotum, overeenkomstig de met de Franse Gemeenschap overeengekomen regelingen. Deze bijdrage wordt niet in aanmerking genomen bij het bepalen van de minimale bijdrage van de geassocieerde lokale overheidsbesturen in de zin van artikel 72 van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra.

Als een provincie of de Franse Gemeenschapscommissie beslist om bij te dragen tot het jaarlijkse quotum wordt deze bijdrage jaarlijks uitbetaald aan de begunstigde verspreider.

§ 4. De aanvragende verspreider doet een voorstel voor een jaarlijks quotum bij het indienen van zijn aanvraag voor erkenning, overeenkomst of contract, gebaseerd op eerdere programmering en zijn programmeringscapaciteiten.

De aanvraag voor een quotum wordt beoordeeld door de diensten van de Regering en de bevoegde adviescommissie in het licht van de bevolking van het betrokken gebied, de capaciteit om het publiek te ontvangen en het gevoerde verspreidingsbeleid.

Als een provincie of de Franse Gemeenschapscommissie tot het quotum bijdraagt brengt ze ook een advies uit over het voorstel van de aanvragende verspreider.

Het toegekende jaarlijkse quotum staat vermeld in de overeenkomst of het contract die/dat met de begunstigde verspreider is ondertekend.

§ 5. Wanneer de beschikbare begrotingskredieten ontoereikend zijn om aan alle quota-aanvragen te voldoen, worden de prioriteiten als volgt bepaald:

1° prioriteit wordt gegeven aan het vernieuwen van bestaande quota, verzoeken voor verhogingen worden hier uitgesloten;

2° er wordt dan voorrang gegeven aan nieuwe quota en verhogingen die zijn aangevraagd door culturele centra die erkend zijn krachtens het decreet van 21 november 2013 betreffende de Culturele Centra;

3° vervolgens wordt prioriteit gegeven aan nieuwe quota en verhogingen die zijn aangevraagd door:

a) operators met een verspreidings- of programmaovereenkomst van 150.000 euro of minder, krachtens het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

b) kunstcentra met een overeenkomst of programmaovereenkomst van 150.000 euro of minder, krachtens het decreet van 3 april 2014 betreffende de beeldende kunsten;

4° nieuwe quota en verhogingen door andere soorten gelabelde verspreiders worden als laatste behandeld.

Bij gelijke stand treedt de Regering als bemiddelaar op op basis van de volgende criteria:

1° het handhaven van een evenwicht tussen de verschillende ondersteunde gebieden en disciplines, met bijzondere aandacht voor gebieden en disciplines die minder gevaloriseerd zijn;

2° een adequate dekking van het hele grondgebied en de hele bevolking van de Franse Gemeenschap;

3° de duurzaamheid van het project, en in het bijzonder de kwaliteit en relevantie van het samenwerkingsnetwerk dat door de aanvragende operator wordt opgezet;

4° de beoogde middelen om kunstenaars en ontwerpers van de Franse Gemeenschap te promoten en bij te dragen tot een gediversifieerde vertegenwoordiging van vrouwen en mannen, met respect voor de gelijkheid van vrouwen en mannen en de waarden van interculturaliteit.

§ 6. De bijdrage van de Franse Gemeenschap wordt beperkt tot maximaal 50 % van de verkoopprijs van de verspreide kunstproducties.

De begunstigde verspreider moet het deel van de verkoopprijs dat niet gedekt wordt door de subsidies die krachtens dit artikel worden toegekend, betalen.

§ 7. De subsidie wordt jaarlijks aan de verspreider uitbetaald, volgens de volgende regelingen:

1° een eerste schijf, die 85 % van het jaarlijkse quotum vertegenwoordigt, wordt betaald tijdens de eerste helft van het jaar waarop de subsidie betrekking heeft;

2° het saldo wordt betaald na ontvangst, controle en aanvaarding van de door de Regering bepaalde bewijsstukken.

Afdeling 3. — Steun voor verspreiding

Art. 22. § 1. De Regering kan eenmalige subsidies toekennen aan gelabelde verspreider zonder verspreidingsquotum om de verspreiding van kunstproducties met het label "professionele productie voor het grote publiek" te ondersteunen.

§ 2. De Regering bepaalt de toepasselijke barema's voor de bijdrage.

§ 3. De provincies en de Franse Gemeenschapscommissie kunnen bijdragen tot de steun die krachtens dit artikel wordt verleend, overeenkomstig de met de Franse Gemeenschap overeengekomen regelingen.

De steun van de provincies en van de Franse Gemeenschapscommissie wordt jaarlijks ter indicatie vermeld in het register bedoeld in artikel 14.

§ 4 Steunaanvragen van gelabelde verspreiders zonder quotum worden behandeld in de volgorde waarin ze zijn ontvangen, totdat alle kredieten zijn opgebruikt.

In afwijking hiervan mogen operators die over een quotum beschikken en dit hebben opgebruikt, een aanvraag indienen. Er wordt echter voorrang gegeven aan gelabelde operators zonder quotum.

§ 5. De bijdrage van de Franse Gemeenschap wordt beperkt tot maximaal 50 % van de verkoopprijs van de verspreide artistieke producties.

De begunstigde verspreider moet het deel van de verkoopprijs dat niet gedekt wordt door de subsidies die krachtens dit artikel worden toegekend, betalen.

§ 6. De subsidie wordt in één keer aan de verspreider uitbetaald na levering van de prestatie en ontvangst, controle en aanvaarding van de door de Regering bepaalde bewijsstukken.

HOOFDSTUK IV. — Steun voor de verspreiding van professionele kunstproducties voor schoolpublieken

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 23. Naast de algemene doelstellingen bedoeld in artikel 1, § 2, heeft dit hoofdstuk, met het oog op culturele democratisering en culturele ontwikkeling, tot doel elke leerling in staat te stellen om:

1° toegang tot het culturele leven te krijgen, kunstwerken, kunstenaars en culturele praktijken te ontdekken, en culturele locaties te bezoeken;

2° kennis en vaardigheden te verwerven op cultureel en artistiek gebied, met het oog op ontwikkeling van kritisch denken en persoonlijke expressie;

3° te experimenteren met culturele en artistieke praktijken, zowel individueel als collectief, en actief deel te nemen aan het culturele leven;

4° toegang te krijgen tot en deel te nemen aan de diversiteit van het culturele en artistieke leven en vertrouwd te raken met cultuuruitingen van verschillende perspectieven die verschillende voorstellingen van de wereld uitdrukken.

Art. 24. Om in aanmerking te komen voor steun die opgelegd is in dit hoofdstuk moeten professionele kunstproducties voor schoolpublieken op geschikte locaties worden verspreid, op initiatief van gelabelde verspreiders.

In afwijking hiervan kunnen gelabelde verspreiders partnerschappen aangaan met een of meerdere scholen en verspreidingsmomenten organiseren in deze schoolinfrastructuren.

De verspreider is en blijft in elk geval verantwoordelijk voor de kwaliteit van de ontvangst van de geprogrammeerde kunstproductie en voor het respecteren van de publiekscapaciteit.

Art. 25. § 1. Er wordt een examencommissie voor de verspreiding in scholen samengesteld om een selectie voor te stellen van kunstproducties die in aanmerking kunnen komen voor subsidies krachtens dit hoofdstuk.

De Regering bepaalt de operationele procedures hiervan.

§ 2. De examencommissie bestaat uit:

1° vertegenwoordigers van de culturele sector, als volgt verdeeld:

- a) drie vertegenwoordigers van de Algemene Administratie Cultuur;
- b) één vertegenwoordiger per provincie van de provinciale afdeling die verantwoordelijk is voor de verspreiding in scholen;
- c) een vertegenwoordiger van de afdeling van de Franse Gemeenschapscommissie die verantwoordelijk is voor de verspreiding in scholen;

d) twee vertegenwoordigers van de schoolreferenten. De schoolreferenten wijzen uit hun midden de twee vertegenwoordigers aan en zorgen daarbij voor een eerlijke territoriale vertegenwoordiging;

e) zes mensen met bewezen ervaring in professionele kunst productie, waarvan ten minste drie voor scholen;

f) vier vertegenwoordigers van gelabelde verspreiders;

2° vertegenwoordigers van de onderwijssector:

a) een vertegenwoordiger van de Algemene Administratie Onderwijs;

b) vijf culturele referenten.

In afwijking van artikel 3 van het decreet van 3 april 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de adviesorganen mag de examencommissie voor de verspreiding in scholen niet meer dan de helft leden van hetzelfde geslacht bevatten; in het geval van een oneven aantal mag de examencommissie één extra lid van het andere geslacht bevatten.

De andere bepalingen van het decreet van 3 april 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de adviesorganen blijven van toepassing.

§ 3. De leden worden door de Regering benoemd voor een periode van vijf jaar.

De leden bedoeld in het eerste lid, 1°, e) en f) worden benoemd na een openbare oproep tot kandidaten. Hun mandaat kan eenmaal worden verlengd. Een persoon van wie het mandaat is verlengd tot het in dit lid toegestane maximum kan alleen worden herbenoemd na een onderbreking die gelijk is aan één mandaat.

§ 4. Met de steun van de diensten van de Regering stelt de examencommissie voor de verspreiding in scholen een huishoudelijk reglement op dat in overeenstemming is met de volgende minimumprincipes:

1° de examencommissie beraadslaagt alleen rechtsgeldig als ten minste de helft van de leden aanwezig is, tenzij het huishoudelijk reglement strengere quorumvereisten voorziet;

2° adviezen worden gegeven bij gewone meerderheid; het huishoudelijk reglement geeft aan hoe te kiezen tussen gelijke kandidaten.

Dit reglement en alle latere wijzigingen zijn bindend vanaf de datum van goedkeuring door de Regering.

De Regering beslist binnen dertig dagen na de voorlegging. Als er binnen deze periode geen beslissing wordt meegedeeld, worden het reglement of de wijzigingen daarvan geacht te zijn goedgekeurd.

§ 5. Om praktische redenen kan de examencommissie voor de verspreiding in scholen vertegenwoordigers afvaardigen om de kunstproducties te bekijken.

In dit geval bestaat de delegatie uit ten minste vijf vertegenwoordigers, waaronder een vertegenwoordiger van de culturele sector en een vertegenwoordiger van de onderwijssector. De samenstelling van deze delegatie wordt gespecificeerd in het huishoudelijk reglement.

Afdeling 2. — Gelabelde kunstproducties

Art. 26. Om het label "professionele productie voor scholen" te verkrijgen, moet een kunstproductie voldoen aan de algemene voorwaarden bedoeld in artikel 11, § 2, en aan de volgende specifieke voorwaarden:

1° de producent van het werk moet een natuurlijke persoon of een rechtspersoon zijn die zich bezighoudt met professionele artistieke activiteiten, in overeenstemming met zijn statuten in het geval van een rechtspersoon;

2° het werk moet voldoen aan de kwaliteitscriteria van de sector of discipline, zoals bepaald door de Regering;

3° het werk moet geschikt zijn voor een schoolpubliek;

4° de kunstenaar moet een technische fiche, opgesteld volgens het door de diensten van de Regering vastgestelde model, alsook het eventuele specifieke materiaal dat nodig is voor de verspreiding van het werk indienen; de kunstenaar kan deze technische fiche te allen tijde bijwerken, door de Diensten van de Regering hiervan in kennis te stellen;

5° de producent van het werk moet een vaste verkoopprijs per verspreiding of tentoonstelling bepalen, die alle kosten dekt die inherent zijn aan de kunstprestatie; deze verkoopprijs kan jaarlijks geïndexeerd worden, maar zonder de stijging van de gezondheidsindex te overschrijden; reis- en verblijfskosten mogen niet meer dan 10 % van de verkoopprijs uitmaken.

Art. 27. § 1. Om het label te verkrijgen moet de producent van het werk een aanvraagdossier indienen, volgens de door de Regering vastgestelde procedures. Specifieke procedures kunnen per sector of discipline worden voorzien.

Het dossier bevat:

- 1° een kopie van de statuten voor rechtspersonen;
- 2° een presentatie van het team dat betrokken is bij de kunstproductie, met een beschrijving van:
 - a) het aantal betrokkenen;
 - b) de functie van elke betrokken persoon;
 - c) het curriculum vitae van elke betrokken persoon;
- 3° de technische fiche van de kunstproductie;
- 4° de gevraagde verkoopprijs, waarbij onderscheid wordt gemaakt tussen het artistieke deel en de bijkomende kosten;
- 5° een algemene presentatie van de kunstproductie, met vermelding van:
 - a) de verwachte en waargenomen effecten op de verschillende publieken;
 - b) het bemiddelingsproces, indien van toepassing;
- 6° de theoretische lijst van gelabelde verspreiders met de (technische, financiële en menselijke) capaciteit om de kunstproductie te hosten;
- 7° de vermelding van de mogelijkheid om de kunstproductie te bekijken.

§ 2. Ontvankelijke dossiers worden doorgestuurd naar de examencommissie voor de verspreiding in scholen, die ze bekijkt en een advies uitbrengt over de bekeken producties.

§ 3. Bij weigering kan de aanvrager een intern administratief beroep instellen, waarvan de procedures worden vastgesteld door de Regering, overeenkomstig de volgende beginselen:

- 1° het verzoek, dat niet opschortend is, wordt elektronisch naar de Administratie gestuurd, binnen zestig dagen na de kennisgeving van de beslissing; deze termijn wordt op straffe van onontvankelijkheid voorgeschreven;
- 2° het verzoek bevat de argumenten waarop de operator zijn bezwaar tegen de beslissing baseert en specificeert of de operator door de Raad van Beroep wenst te worden gehoord of toegang tot het administratieve dossier wenst;
- 3° de Administratie stuurt binnen vijftien dagen een ontvangstbevestiging naar de operator met de bevestiging dat het verzoek en het administratieve dossier zijn doorgestuurd naar de Raad van Beroep en de examencommissie voor de verspreiding in scholen;
- 4° de Raad van Beroep brengt zijn gemotiveerde advies uit binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het volledige dossier, na de aanvrager en een afgevaardigde van de examencommissie voor de verspreiding in scholen te hebben gehoord; minstens de helft van deze termijn moet buiten de schoolvakantieperiodes vallen; indien de laatste dag van de termijn op een wettelijke feestdag, zaterdag of zondag valt, wordt de termijn verlengd tot de eerste werkdag die volgt;
- 5° indien het advies van de Raad een wijziging van de aanvankelijke beslissing aanbeveelt, verwijst de Administratie de zaak onverwijld door naar de examencommissie voor de verspreiding in scholen, die binnen vijfenveertig dagen na het advies van de Raad een gemotiveerde advies uitbrengt; de in punt 4° beschreven procedures voor opschorting en verlenging van de termijn zijn van toepassing;
- 6° de Regering of haar afgevaardigde is verplicht een beslissing te nemen over het verzoek; de beslissing wordt gegeven binnen vijftien dagen na het verstrijken van de termijn bedoeld in 4° of 5°, naargelang de Raad al dan niet een wijziging van de aanvankelijke beslissing aanbeveelt;
- 7° het advies van de Raad van Beroep en, indien van toepassing, dat van de examencommissie voor de verspreiding in scholen worden bij de beslissing over het beroep gevoegd.

Als het beroep wordt verworpen of niet wordt uitgeoefend, kan voor de betrokken kunstproductie pas na een wachttijd van één jaar een nieuwe labelaanvraag worden ingediend.

§ 4. In afwijking van paragrafen 1 en 2 krijgen volgende artistieke producties automatisch het label "professionele productie voor scholen" voor een periode van vijf jaar:

- 1° kunstproducties die door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd in het kader van een steunregeling voor de creatie van werken voor een jong publiek, vanaf het moment dat de steun wordt toegekend;
- 2° kunstproducties die geselecteerd worden in het kader van een professionele schoolshowcase als bedoeld in artikel 35, eerste lid, 2°, vanaf het moment dat ze geselecteerd zijn;
- 3° kunstproducties die door een schoolreferent worden geselecteerd in het kader van het culturele en artistieke educatieprogramma en die worden voorgelegd aan de examencommissie voor de verspreiding in scholen, zodra ze zijn geselecteerd;
- 4° kunstproducties geproduceerd door een creatiestructuur voor jongeren die structureel ondersteund wordt door de Franse Gemeenschap, vanaf hun eerste voorstelling of tentoonstelling, in voorkomend geval op de locatie van creatie.

Het label kan op verzoek eenmalig worden vernieuwd. Na deze termijn moet de kunstenaar een aanvraag indienen volgens de in paragraaf 1 bedoelde procedures.

Om het label in toepassing van deze paragraaf te verkrijgen, verstrekt de kunstenaar de volgende informatie aan de Diensten van de Regering:

- 1° de technische fiche van de kunstproductie;
- 2° de gevraagde verkoopprijs, waarbij onderscheid wordt gemaakt tussen het artistieke deel en de bijkomende kosten;
- 3° een algemene presentatie van de kunstproductie, met vermelding van:
 - a) de verwachte en waargenomen effecten op de verschillende publieken;
 - b) het bemiddelingsproces, indien van toepassing;

c) de datum van de eerste voorstelling of tentoonstelling van de kunstproductie, indien van toepassing op de plaats van creatie.

Afdeling 3. — Verspreidingsquota

Art. 28. § 1. De Regering kan gelabelde verspreiders een bijkomende jaarlijkse subsidie van maximaal 50.000 euro toekennen om de verspreiding van een jaarlijks quotum van kunstproducties met het label "professionele productie voor scholen" te ondersteunen.

Het toegekende quotum mag alleen worden gebruikt voor schoolpublieken, zoals bepaald in artikel 1.

Om in aanmerking te komen voor een quotum krachtens dit artikel moet een gelabelde verspreider voordien gedurende ten minste drie opeenvolgende jaren verspreidingssteun krachtens artikel 29 voor een bedrag van ten minste 3.000 euro hebben ontvangen.

§ 2. De Regering bepaalt de toepasselijke barema's voor de tussenkomst.

§ 3. De in artikel 21, §§ 3 tot en met 7, bepaalde procedures zijn van toepassing.

Afdeling 4 — Steun voor verspreiding

Art. 29. § 1. De Regering kan eenmalige subsidies toekennen aan gelabelde verspreiders die geen verspreidingsquotum hebben om de verspreiding van kunstproducties met het label "professionele productie voor scholen" te ondersteunen.

In afwijking hiervan mogen operators die over een quotum beschikken en dit hebben opgebruikt, een aanvraag indienen.

Er wordt echter voorrang gegeven aan gelabelde operators zonder quotum.

§ 2. De Regering bepaalt de toepasselijke barema's voor de bijdrage.

§ 3. De in artikel 22, §§ 3 tot en met 6, bepaalde procedures zijn van toepassing.

Afdeling 5. — Artistieke ontmoetingen in de klas

Art. 30. § 1. De Regering kan financiële steun geven voor de organisatie van een artistieke ontmoeting in de klas.

Om in aanmerking te komen, moet de ontmoeting:

1° worden georganiseerd op initiatief van een school of een gelabelde verspreider;

2° plaatsvinden binnen de school of de infrastructuur van de gelabelde verspreider;

3° een schoolpubliek en een kunstenaar met het label van optredende kunstenaar samenbrengen.

§ 2. De bijdrage van de Franse Gemeenschap bedraagt maximaal € 250 per ontmoeting.

De vergoeding wordt rechtstreeks aan de kunstenaar betaald en kan de volgende kosten dekken:

1° de prestatie van de kunstenaar;

2° de nodige voorbereidingen voor de ontmoeting (voor en na);

3° eventuele reiskosten;

4° eventuele kosten in verband met de ontmoeting zelf.

§ 3. Steunaanvragen worden behandeld in de volgorde waarin ze binnenkomen, totdat de fondsen zijn uitgeput.

§ 4. De Regering bepaalt de aanvraagprocedure en de voorwaarden voor tussenkomst. Specifieke procedures kunnen per sector of discipline worden voorzien.

HOOFDSTUK V. — Steun voor de verspreiding van artistieke amateurproducties

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 31. § 1. De toepassing van dit hoofdstuk is gebaseerd op de oprichting van examencommissie die advies uitbrengen over een selectie van kunstproducties die in aanmerking kunnen komen voor subsidies.

§ 2. Na een openbare oproep tot kandidaten wijst de Regering voor elke betrokken sector of discipline een federatie aan die een sectorale selectieexamencommissie organiseert.

De benoeming geldt voor vijf jaar. Die is hernieuwbaar.

De Regering stelt de procedures vast voor de organisatie van de sectorale selectieexamencommissie's, overeenkomstig de in deze afdeling vastgestelde beginselen.

§ 3. Om in aanmerking te komen voor nominatie moet de kandidaat-federatie aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° erkend worden als federatie van amateurkunstbeoefening of federatie van centra voor expressie en creativiteit in toepassing van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen;

2° een examencommissie kunnen organiseren voor het hele grondgebied van de Franse Gemeenschap; hiervoor kan ze een beroep doen op de hulp van andere federaties in haar sector en discipline;

3° de hele sector kunnen informeren over de praktische regelingen voor het organiseren van de examencommissie;

4° in staat zijn om het bekijken van kandidaat-kunstproducties praktisch te organiseren en om al deze te hosten.

§ 4. Om geldig op de oproep te kunnen reageren, moet de kandidaat-federatie een aanvraag indienen in overeenstemming met de door de Regering vastgestelde procedures.

De kandidaat-federatie specificeert in haar aanvraag:

1° hoe zij de examencommissie denkt te organiseren om het door de Regering vastgestelde tijdschema te halen;

2° hoe zij de examencommissie wil samenstellen;

3° het model met de selectiecriteria voor de sector of discipline; dit model is bekend door de kandidaat-kunstproducties;

4° of zij een consortium van federaties vertegenwoordigt en, in voorkomend geval, met welke federaties zij samenwerkt.

Ontvankelijke aanvragen worden voor advies doorgestuurd naar de Commissie voor de Culturele en Territoriale Actie.

Indien er meerdere aanvragen zijn, worden deze gerangschikt volgens de criteria vermeld in paragraaf 3, 2° tot 4°.

§ 5. Sectorale examencommissie's bestaan uit 4 tot 6 personen, waaronder ten minste:

- 1° een expert van de discipline;
- 2° een vertegenwoordiger van een gelabelde verspreider;
- 3° een vertegenwoordiger van een centrum voor expressie en creativiteit;
- 4° een vertegenwoordiger van de federatie die de examencommissie organiseert;
- 5° eventueel een vertegenwoordiger van een andere discipline.

Niet meer dan de helft van de leden van examencommissie mag van hetzelfde geslacht zijn; bij een oneven aantal mag een examencommissie nog één lid van het andere geslacht bevatten.

Het secretariaat wordt waargenomen door een vertegenwoordiger van de federatie die de examencommissie organiseert. Deze vertegenwoordiger staat los van de vertegenwoordiger bedoeld in het eerste lid, 4°, en neemt niet deel aan de stemming.

§ 6. Om de organisatie van de examencommissie te ondersteunen, kent de Regering aan de krachtens dit artikel aangewezen federaties een bijkomende jaarlijkse subsidie van 5.000 euro toe.

§ 7. Als de examencommissie niet elk jaar wordt georganiseerd, moet de aangewezen federatie de Diensten van de Regering voor 30 juni van het voorafgaande jaar informeren of ze de examencommissie al dan niet organiseert.

Als de federatie de examencommissie niet organiseert, wordt de subsidie voor het betreffende jaar niet uitbetaald.

Afdeling 2. — Gelabelde kunstproducties

Art. 32. Om het label "artistieke amateurproductie" te verkrijgen, moet een kunstproductie voldoen aan de algemene voorwaarden bedoeld in artikel 11, § 2, en aan de volgende specifieke voorwaarden:

- 1° de kunstenaar moet een natuurlijk persoon of een rechtspersoon zijn die zich bezighoudt met artistieke amateuractiviteiten, in overeenstemming met zijn statuten in het geval van een rechtspersoon;
- 2° het werk moet voldoen aan de kwaliteitscriteria van de sector of discipline, zoals bepaald door de Regering;
- 3° de kunstenaar moet een technische fiche, opgesteld volgens het door de diensten van de Regering vastgestelde model, alsook het eventuele specifieke materiaal dat nodig is voor de verspreiding van het werk indienen; de kunstenaar kan deze technische fiche te allen tijde bijwerken, door de Diensten van de Regering hiervan in kennis te stellen;
- 4° de kunstenaar moet een vaste verkoopprijs per verspreiding of tentoonstelling vastleggen, die alle kosten dekt die inherent zijn aan de kunstprestatie; deze verkoopprijs kan jaarlijks geïndexeerd worden, maar zonder de stijging van de gezondheidsindex te overschrijden.

Art. 33. § 1. Om het label te verkrijgen moet de kunstenaar van het werk een aanvraagdossier indienen, volgens de door de Regering vastgestelde procedures. Specifieke procedures kunnen per sector of discipline worden voorzien.

Het dossier bevat:

- 1° een kopie van de statuten voor rechtspersonen;
- 2° een presentatie van het team dat betrokken is bij de artistieke productie, met een beschrijving van:
 - a) het aantal betrokkenen;
 - b) de functie van elke betrokken persoon;
- 3° de technische fiche van de kunstproductie;
- 4° de gevraagde verkoopprijs;
- 5° een algemene presentatie van de kunstproductie;
- 6° de theoretische lijst van gelabelde verspreiders met de (technische, financiële en menselijke) capaciteit om de kunstproductie te hosten.

§ 2. Ontvankelijke dossiers worden doorgestuurd naar de sectorale examencommissie, die ze bekijkt en een advies uitbrengt over de bekeken producties.

De federatie die de examencommissie organiseert, stuurt het advies van de examencommissie naar de diensten van de Regering tegen 15 oktober van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin het label wordt toegekend.

Afdeling 3. — Steun voor verspreiding

Art. 34. De Regering kan eenmalige subsidies toekennen aan gelabelde verspreiders die geen verspreidingsquotum hebben om de verspreiding van kunstproducties met het label "artistieke amateurproductie" te ondersteunen.

De Regering bepaalt de toepasselijke barema's voor de bijdrage.

De in artikel 22, §§ 3 tot en met 6, bepaalde procedures zijn van toepassing.

HOOFDSTUK VI. — *Showcases en sectorale tours*

Afdeling 1. — Showcases

Art. 35. De Regering kan culturele operators die showcases organiseren erkennen en subsidiëren ten voordele van:

- 1° professionele kunstproducties voor het grote publiek;
- 2° professionele kunstproducties voor scholen;
- 3° artistieke amateurproducties.

Het doel van de showcases is:

- 1° de kunstproducties van de Franse Gemeenschap te promoten, vooral bij gelabelde verspreiders, met het oog op de verspreiding ervan;
- 2° opkomende vormen en producties aan te moedigen met het oog op ontdekking;
- 3° ontmoetingen tussen kunstenaars en verspreiders aan te moedigen;
- 4° discussies te organiseren over de verspreiding in de Franse Gemeenschap;
- 5° op te treden als tussenpersoon met internationale organisaties die steun verlenen voor verspreiding.

Art. 36. § 1. Erkenning wordt verleend voor een periode van vijf jaar, maar mag de duur van de erkenning, overeenkomst of hoofdzakelijk subsidiecontract van de operator niet overschrijden.

Indien de betrokken operator niet langer aan de erkenningsvoorwaarden voldoet, kan de erkenning worden ingetrokken volgens de door de Regering vastgestelde procedures.

§ 2. De bijdrage van de Franse Gemeenschap is beperkt tot een maximum van € 250.000 per showcase.

Minimaal 30 % van deze subsidie is bestemd voor het loon van de kunstenaars en technici.

Art. 37. Om erkend en gesubsidieerd te worden, moet de operator aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° opgericht zijn in de vorm van:

a) ofwel een vereniging met rechtspersoonlijkheid of een stichting in de zin van de artikelen 1:6, § 2, en 1:7 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

b) ofwel een publiekrechtelijke rechtspersoon, mits die kan aantonen dat hij een eigen activiteit heeft die niet concurreert met die van een culturele operator die al erkend is voor deze specifieke actie;

2° gevestigd zijn in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel Hoofdstad Gewest;

3° een goede kennis hebben van de sector of de discipline waarvoor promotie wordt gemaakt;

4° promotievaardigheden hebben bij gelabelde verspreiders;

5° alle gelabelde verspreiders kunnen opvangen, met name wat infrastructuur en personele en technische middelen betreft;

6° alle ingediende artistieke producties kunnen verwerken via een transparant selectieproces;

7° al zijn verplichtingen uit hoofde van de wetgevingen inzake zijn activiteiten nakomen, en met name:

a) de fiscale en sociale wetgeving;

b) de verplichte of bekrachtigde collectieve overeenkomsten;

c) de wetgeving inzake auteursrechten en naburig recht;

8° zich niet in een situatie van uitsluiting bevinden, als bedoeld in artikel 97, § 1, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur.

Art. 38. § 1. Om erkend te worden, dient de operator een aanvraagdossier in volgens de door de Regering vastgestelde procedures. Specifieke procedures kunnen per sector of discipline worden voorzien.

Het dossier bevat:

1° een kopie van de statuten;

2° een organigram van het team dat aan het showcaseproject is toegewezen;

3° de balans en rekeningen van de twee jaar die voorafgaan aan de aanvraag;

4° een financiële projectie waarin de verschillende uitgavenposten gedetailleerd worden weergegeven, in het bijzonder de beloning van de kunstenaars;

5° een gedetailleerde lijst van verspreiders waarop de showcase is gericht;

6° de selectieprocedures voor kunstproducties;

7° een presentatie van de geplande overlegstrategie om ervoor te zorgen dat de showcase rekening houdt met de verwachtingen en de realiteiten van de sector;

8° een presentatie van de territoriale, sectorale en partnerschapsverankering;

9° een presentatie van de verwachte impacts voor de sector of discipline, met name in termen van verbetering van de verspreiding;

10° een presentatie van de communicatiestrategie.

§ 2. Ontvankelijke dossiers worden voor advies doorgestuurd naar de sectorale commissie die bevoegd is voor de betreffende sector of discipline.

Voor de verspreiding in scholen worden de dossiers bovendien voor advies voorgelegd aan de examencommissie voor de verspreiding in scholen, samengesteld overeenkomstig artikel 25, § 2.

Indien de aanvragende operator niet onder de bevoegdheid van een sectorale commissie of van de examencommissie voor de verspreiding in scholen valt, wordt de aanvraag onderzocht door een transversale examencommissie, samengesteld overeenkomstig artikel 7, § 2.

§ 3. Wanneer de beschikbare begrotingskredieten ontoereikend zijn om aan alle erkenningsaanvragen te voldoen, worden de prioriteiten als volgt bepaald:

1° prioriteit wordt gegeven aan het vernieuwen van bestaande showcases, met uitzondering van aanvragen voor verhogingen;

2° aanvragen voor erkenning van nieuwe showcases en verhoging van subsidies voor bestaande showcases worden in de tweede plaats behandeld.

Bij gelijke stand treedt de Regering als bemiddelaar op op basis van de volgende criteria:

1° het handhaven van een evenwicht tussen de verschillende ondersteunde gebieden en disciplines, met bijzondere aandacht voor gebieden en disciplines die minder gevaloriseerd zijn;

2° de beoogde middelen om kunstenaars en ontwerpers van de Franse Gemeenschap te promoten en bij te dragen tot een gediversifieerde vertegenwoordiging van vrouwen en mannen, met respect voor de gelijkheid van vrouwen en mannen en de waarden van interculturaliteit;

3° een adequate dekking van het hele grondgebied en de hele bevolking van de Franse Gemeenschap;

4° de duurzaamheid van het project, en in het bijzonder de kwaliteit en relevantie van het samenwerkingsnetwerk dat door de aanvragende operator wordt opgezet.

Afdeling 2. — Sectorale tours

Art. 39. § 1. De Regering kan eenmalige subsidies toekennen aan organisatoren van tours die de verschillende domeinen en disciplines van de podiumkunsten en de beeldende kunsten van de Franse Gemeenschap in de kijker zetten.

Daartoe publiceert ze een oproep voor projecten op de website van de Diensten van de Regering.

Op het moment van de oproep kan de Regering beslissen om nadruk te leggen op minder ondersteunde sectoren of disciplines. Daartoe baseert zij zich op de in artikel 41 bedoelde evaluatie en op de adviezen van de Hoge Raad voor Cultuur en de Overlegkamers.

§ 2. De bijdrage van de Franse Gemeenschap is beperkt tot een maximum van € 50.000 per tour.

80 % van deze subsidie is bestemd voor het betalen van de kunstenaars en technici.

§ 3. Om de oproep geldig te beantwoorden, moet de operator aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° worden opgericht in de vorm van een vereniging met rechtspersoonlijkheid of een stichting in de zin van de artikelen 1:6, § 2, en 1:7 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

2° gevestigd zijn in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

3° bewezen ervaring hebben in de sector of discipline waarop de tour betrekking heeft;

4° professionele managementvaardigheden hebben om de tour succesvol uit te voeren;

5° communicatieve vaardigheden hebben om de tour te promoten;

6° al zijn verplichtingen uit hoofde van de wetgevingen inzake zijn activiteiten nakomen, en met name:

a) de fiscale en sociale wetgeving;

b) de verplichte of bekrachtigde collectieve overeenkomsten;

c) de wetgeving inzake auteursrechten en naburig recht;

7° zich niet in een situatie van uitsluiting bevinden, als bedoeld in artikel 97, § 1, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur.

§ 4. De voorgestelde tour moet:

1° het hele grondgebied van het Franse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad bestrijken;

2° een meerderheid van kunstproducties aanbieden die krachtens dit decreet zijn gelabeld;

3° een strategie ontwikkelen om publieken te bereiken die ver afstaan van het cultuurbeleid in het algemeen en van het vakgebied of de discipline in het bijzonder.

§ 5. Ontvankelijke dossiers worden voor advies doorgestuurd naar de sectorale commissie die bevoegd is voor de betreffende sector of discipline.

Voor de verspreiding in scholen worden de dossiers bovendien voor advies voorgelegd aan de examencommissie voor de verspreiding in scholen, samengesteld overeenkomstig artikel 25, § 2.

Indien de aanvragende operator niet onder de bevoegdheid van een sectorale commissie of een commissie voor de verspreiding in scholen valt, wordt de aanvraag onderzocht door een transversale examencommissie, samengesteld overeenkomstig artikel 7, § 2.

§ 6. Wanneer de beschikbare begrotingskredieten ontoereikend zijn om aan alle erkenningsaanvragen te voldoen, treedt de Regering als bemiddelaar op op basis van de volgende criteria:

1° het handhaven van een evenwicht tussen de verschillende ondersteunde gebieden en disciplines, met bijzondere aandacht voor gebieden en disciplines die minder gevaloriseerd zijn;

2° de kwaliteit van de ontwikkelde strategie om publieken te bereiken die ver afstaan van het cultuurbeleid in het algemeen en van de sector of discipline in het bijzonder;

3° de duurzaamheid van het project, en met name de kwaliteit en relevantie van het samenwerkingsnetwerk dat door de aanvragende operator wordt opgezet

4° de beoogde middelen om kunstenaars en ontwerpers van de Franse Gemeenschap te promoten en om bij te dragen tot een gediversifieerde vertegenwoordiging van vrouwen en mannen, met respect voor de gelijkheid van vrouwen en mannen en de waarden van interculturaliteit.

HOOFDSTUK VII. — *Evaluatie*

Art. 40. § 1. Elk jaar stellen de diensten van de Regering een kwantitatief activiteitenrapport op over de manier waarop dit decreet werd ingevoerd in het afgelopen jaar.

De Regering bepaalt de inhoud van dit rapport.

§ 2. De jaarverslagen worden gepubliceerd op de website van de diensten van de Regering.

Art. 41. § 1. Om de bepalingen van dit decreet te evalueren, richt de Regering om de vijf jaar een evaluatiecomité op.

Dit comité bestaat uit een gelijk aantal mannen en vrouwen en omvat met name:

1° vijf deskundigen op het gebied van verspreidingskwesties, waaronder ten minste één deskundige op het gebied van verspreiding voor het grote publiek, één deskundige op het gebied van verspreiding in scholen en ten minste één deskundige op het gebied van verspreiding van artistieke amateurproducties;

2° een vertegenwoordiger van elke provincie en van de Franse Gemeenschapscommissie;

3° vijf leden van de diensten van de Regering, waaronder ten minste:

a) een vertegenwoordiger van de diensten belast met de verspreiding;

b) een vertegenwoordiger van de Inspectiediensten van Cultuur;

c) een vertegenwoordiger van het Waarnemingscentrum voor het cultuurbeleid.

§ 2. Onverminderd de bevoegdheid van de betrokken overlegkamers is het evaluatiecomité belast met de evaluatie van dit decreet om de vijf jaar, en inzonderheid de evaluatie van:

1° de financiële en symbolische toegankelijkheid van de kunstproducties die in de Franse Gemeenschap worden verspreid;

2° het territoriale evenwicht en de culturele diversiteit van de verspreidingspraktijken in de Franse Gemeenschap;

3° de versterking van de duurzaamheid van de verspreidingspraktijken in de Franse Gemeenschap;

4° de plaats die interculturaliteit inneemt in de verspreidingspraktijken in de Franse Gemeenschap;

5° de manier waarop gendergelijkheid is geïntegreerd in het verspreidingsbeleid.

§ 3. Op basis van de evaluatie beschreven in § 2 kan het evaluatiecomité de Regering een richting geven met betrekking tot bepaalde verspreidingsprioriteiten, en in het bijzonder suggesties doen met het oog op het beperken of bevorderen van de toekenning van quota in overeenstemming met de geïdentificeerde behoeften.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 42. § 1. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2025.

§ 2. Operators die al een verspreidingsquotum hadden voordat dit decreet in werking treedt, krijgen automatisch het verspreiderslabel.

In afwijking van artikel 21, § 4, en artikel 28, § 3, dienen de in het eerste lid bedoelde operators hun eerste aanvraag voor een quotum in toepassing van dit decreet uiterlijk op 30 juni 2024 in.

De in het tweede lid bedoelde aanvraag bevat:

1° een technische fiche ter beoordeling van de capaciteit van de operator om kunstproducties kwalitatief te ontvangen; de verspreider kan deze technische fiche op elk moment updaten, door dit aan de Diensten van de Regering mee te delen;

2° het type kunstproducties dat de operator als hoofdactiviteit wil verspreiden;

3° het huidige prijsbeleid;

4° een voorstel voor een jaarlijks quotum op basis van eerdere programmeringen en van zijn programmeringscapaciteiten.

De aanvraag voor een quotum wordt beoordeeld door de diensten van de Regering en de bevoegde adviescommissie in het licht van de bevolking van het betrokken gebied, de capaciteit om het publiek te ontvangen en het gevoerde verspreidingsbeleid.

Als een provincie of de Franse Gemeenschapscommissie tot het quotum bijdraagt, brengt ze ook een advies uit over het voorstel van de aanvragende verspreider.

§ 3. De krachtens dit artikel toegekende quota hebben uitwerking met ingang op 1 januari 2025 en worden opnieuw geëvalueerd wanneer de erkenning, de overeenkomst of het contract van de betrokken operator wordt verlengd.

Wanneer de beschikbare begrotingskredieten ontoereikend zijn om aan alle in § 2 bedoelde aanvragen te voldoen, worden de prioriteiten als volgt vastgesteld:

1° prioriteit wordt gegeven aan het vernieuwen van bestaande quota, verzoeken voor verhogingen worden hier uitgesloten;

2° er wordt dan prioriteit gegeven aan verhogingen die erop gericht zijn de eenmalige verspreidingssubsidies die eerder zijn toegekend, in de quota op te nemen;

3° er wordt dan prioriteit gegeven aan verhogingen die niet onder 2° vallen, aangevraagd door culturele centra die erkend zijn krachtens het decreet van 21 november 2013 betreffende de Culturele Centra;

4° dan wordt voorrang gegeven aan verhogingen die niet onder 2° vallen, aangevraagd door:

a) operators met een verspreidings- of programmaovereenkomst van 150.000 euro of minder, krachtens het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

b) kunstcentra met een overeenkomst of een programmacontract van 150.000 euro of minder, krachtens het decreet van 3 april 2014 betreffende de beeldende kunsten.

5° verhogingen die niet onder 2° vallen, aangevraagd door andere soorten gelabelde verspreiders, worden als laatste behandeld.

Bij gelijke stand treedt de Regering als bemiddelaar op op basis van criteria, vermeld in artikel 21, § 5, tweede lid. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 mei 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht
op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

Nota

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement.

- Ontwerp van decreet, nr. 695-1
- Commissieamendement(en), nr. 695-2
- Commissieverslag, nr. 695-3
- Zittingsamendement(en), nr. 695-4
- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 695-5

Integraal verslag.

- Bespreking en aanneming.
- Vergadering van 25 april 2024.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/008069]

5 JUILLET 2024. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de la section intitulée " Bachelier en optométrie » (code 914300S34D3) classée dans le domaine des sciences de la santé publique de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court

Le Ministre-Président,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, notamment l'article 6 modifié par l'article 124 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement telle que modifiée ;

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les articles 43, 44, 45, al 1ier, 47, 48, 75 et 137 ;

Vu le décret du 14 novembre 2008 modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, en vue de favoriser l'intégration de son enseignement supérieur à l'espace européen de l'enseignement supérieur, l'article 10 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les articles 1, 37, alinéa 2, 2^o, 39, 85, § 1^{er}, 121 et 157, 171 et 172 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 relatif à la procédure de correspondance des titres délivrés dans l'enseignement de promotion sociale ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale ;

Vu l'avis conforme du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale du 19 avril 2024 ;

Vu l'avis favorable de la Chambre des Hautes écoles et de l'Enseignement supérieur de promotion sociale de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur du 25 avril 2024 ;

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de référence de la section intitulée " Bachelier en optométrie » (code 914300S34D3) ainsi que les dossiers de référence des unités d'enseignement constitutives de cette section sont approuvés.

Cette section est classée dans le domaine des sciences de la santé publique de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.

Toutes les unités d'enseignement constitutives de la section sont classées dans le domaine des sciences de la santé publique de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.